



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

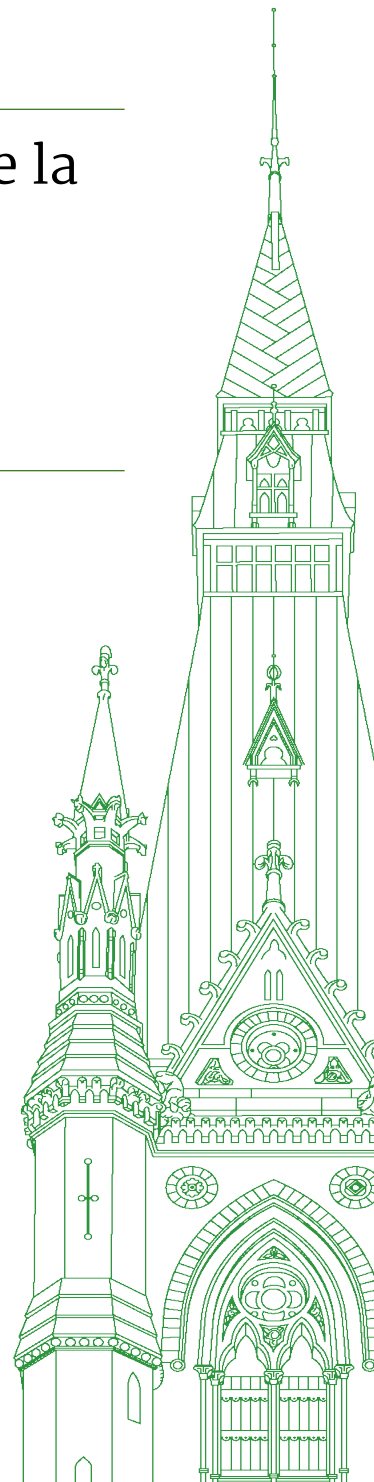
Comité permanent de la science et de la recherche

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 005

Le mercredi 24 septembre 2025

Présidente : Salma Zahid



Comité permanent de la science et de la recherche

Le mercredi 24 septembre 2025

• (1630)

[Traduction]

La présidente (Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la cinquième séance du Comité permanent de la science et de la recherche.

Conformément à la motion adoptée par la Chambre le 18 juin, le Comité se réunit pour étudier l'impact des critères d'attribution du financement fédéral sur l'excellence de la recherche au Canada.

La séance d'aujourd'hui se tient sous forme hybride. Conformément au Règlement, les membres participent à la séance en personne, dans la salle, ou à distance, à l'aide de l'application Zoom.

Avant de poursuivre, je voudrais demander à tous les participants présents en personne de consulter les lignes directrices sur les cartes sur la table. Ces mesures visent à prévenir les incidents acoustiques et à protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris les interprètes. Vous remarquerez également sur la carte un code QR qui renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

J'aimerais faire quelques observations à l'attention des témoins et des députés.

Veuillez attendre que je vous donne la parole avant de parler.

Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro et veuillez couper le son quand vous ne parlez pas.

Pour ceux qui participent sur Zoom, vous pouvez sélectionner, au bas de votre écran, le canal approprié pour l'interprétation: parquet, français ou anglais. Pour les personnes présentes dans la salle, vous pouvez utiliser l'oreillette, et choisir le canal souhaité.

Tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Pour les députés présents dans la salle, si vous voulez parler, veuillez lever la main. Pour les députés qui sont sur Zoom, veuillez utiliser la fonction « lever la main ». Le greffier et moi-même gérons l'ordre des interventions du mieux que nous pouvons, et nous apprécions votre patience et votre compréhension à cet égard.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins du premier groupe d'aujourd'hui. Nous accueillons, ici, en personne, Mme Imogen Coe, professeure, Département de chimie et biologie, Toronto Metropolitan University. Nous accueillons également M. Mark Green, professeur, Université Queen's et M. Dave Snow, professeur agrégé, University of Guelph, par vidéoconférence. Nous accueillons aussi Mme Tamil Kendall, directrice, Partnership for Women's Health Research Canada, par vidéoconférence.

Bienvenue à vous tous. Je vous remercie de comparaître devant le Comité. Vous aurez chacun cinq minutes pour présenter votre dé-

claration préliminaire, et nous passerons ensuite aux séries de questions.

Madame Coe, nous commencerons par vous. Vous avez la parole pour cinq minutes.

Imogen Coe (professeure, Département de chimie et biologie, Toronto Metropolitan University, à titre personnel): Bonjour, madame la présidente et membres du Comité.

Merci de m'avoir invitée ici aujourd'hui.

Comme vous le savez, je m'appelle Imogen Coe. Je suis professeure de chimie et de biologie à la Toronto Metropolitan University et scientifique affiliée à l'Hôpital St. Michael's de Toronto. J'ai passé une grande partie de ma carrière dans l'écosystème de recherche canadien en tant que chercheuse, évaluatrice, enseignante, mentore et cheffe de file du milieu universitaire. J'ai un intérêt particulier pour la recherche scientifique sur les mécanismes cellulaires de captation des médicaments et une expertise universitaire appliquée dans la création de cultures de recherche inclusives et efficaces dans les domaines de la science, de l'ingénierie et de la médecine. J'ai publié de nombreux articles sur les deux domaines dans des publications évaluées par des pairs.

En ce qui concerne le sujet à l'étude, on doit se demander ce que l'on entend par « excellence de la recherche » en 2025?

On a trop longtemps défini l'excellence de manière étroite et limitée, sans tenir compte des indicateurs d'impact et de pertinence. Aujourd'hui, l'excellence s'entend dans un sens plus large, et la recherche de la plus haute qualité est le fruit d'équipes et de systèmes qui sont intentionnellement inclusifs et fondés sur l'éthique et qui reflètent un large éventail de perspectives, de connaissances et d'expériences. Les recherches qui s'appuient uniquement sur un ensemble restreint de points de vue ou d'approches sont plus susceptibles de comporter des lacunes, de reproduire des préjugés et de donner des résultats moins significatifs. Ces observations reposent sur des données probantes abondantes, et faire fi de ces études universitaires revient à compromettre la recherche canadienne. L'expertise est importante, et nous devons examiner les preuves et les données pour éclairer nos politiques.

Nous avons des rappels douloureux de ce qui arrive quand la recherche ne tient pas compte des différences. Récemment, au Canada, il y a eu un cas bien connu du Dr Kapoor, décédé d'une accumulation toxique d'un médicament contre le cancer couramment prescrit pour ce type de cancer. Le Dr Kapoor était porteur d'une variante génétique associée à une mauvaise métabolisation des médicaments, qui n'avait pas été saisie dans les bases de données, parce que celles-ci sont généralement axées sur les populations blanches d'origine européenne. La variante du Dr Kapoor n'était donc pas incluse dans les recherches sur les marqueurs cliniques de risque. En 2018, une étude importante a révélé que plus de 78 % des études d'association pangénomiques portaient sur des personnes d'origine européenne, tandis que les personnes non européennes représentaient moins de 5 % des groupes étudiés.

En excluant la diversité de la recherche, de la conception et de la pratique, on désavantage des personnes, on compromet la sécurité, on gaspille des ressources et on réduit la qualité globale des résultats. Chaque député de ce comité a des membres de sa famille, des amis ou des électeurs, venant peut-être de milieux très différents et ayant vécu des expériences différentes, qui font ou feront face à des problèmes comme le cancer, la démence, des crises de santé mentale, l'itinérance, un handicap, l'insécurité alimentaire ou le sous-emploi, voire même peut-être à plusieurs de ces problèmes. La recherche sera la réponse à ces défis; elle s'attaquera aux difficultés de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens afin de leur trouver des solutions novatrices.

C'est notre devoir en tant que chercheurs au service du Canada et des Canadiens. L'excellence de la recherche dépend donc de la création d'équipes et de systèmes équitables, inclusifs et responsables. D'après une étude, les équipes diversifiées sont plus innovantes et ont une productivité et un impact de 7 % plus élevés que les équipes homogènes. Les recherches menées de manière inclusive sont plus rigoureuses, plus novatrices et répondent mieux aux besoins de la société. Autrement dit, elles incarnent l'excellence.

Les critères de financement fédéral jouent un rôle essentiel au moment de définir et de récompenser l'excellence. Si les critères demeurent trop stricts, on risque de laisser l'innovation de côté. Si on élargit les critères pour garantir une rigueur, des retombées, une responsabilité professionnelle et une inclusivité maximales, on renforce à la fois la recherche et la société. D'autres pays ont déjà pris cette direction. Au Royaume-Uni, le cadre pour l'excellence de la recherche exige des preuves des retombées concrètes. Des initiatives mondiales comme la Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche, la DORA, et le Manifeste de Leiden insistent sur le fait que l'on ne peut pas réduire la qualité à de simples chiffres. Le Canada doit s'aligner sur ces pratiques exemplaires.

Je recommande au Comité de soutenir, de maintenir et d'augmenter les investissements dans l'écosystème de recherche canadien, qui cherche et soutient les meilleurs, ainsi que de mettre à jour les critères de financement fédéral, pour que l'excellence reflète vraiment ce qui est vraiment important. Il faut récompenser les recherches qui sont rigoureuses, équitables, innovantes et responsables sur les plans social et écologique, qui s'appuient sur des systèmes où aucun talent compétent n'est laissé de côté. Il faut soutenir les recherches qui créent des cultures inclusives, productives et créatives qui stimulent l'innovation et où le talent s'épanouit. L'objectif doit être de bâtir de meilleurs systèmes de recherche, plus solides.

La prospérité, la santé et la sécurité, au Canada, dans les décennies à venir, dépendront des connaissances que nous générons aujourd'hui. En s'assurant que l'excellence de la recherche est définie de manière large, moderne et inclusive, le Comité peut aider la recherche canadienne à être à la fois compétitive à l'échelle mondiale et vraiment excellente.

Merci.

• (1635)

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Mark Green, de l'Université Queen's.

Monsieur Green, vous avez cinq minutes.

Mark Green (professeur, Université Queen's, à titre personnel): Je remercie madame la présidente et les membres du Comité de m'avoir invité.

[Le témoin s'exprime en kanyen'ké:ha et fournit le texte suivant:]

Shé:kon sewakwé:kon. Rahswahérha táhnon Mark yónkyats. Wakhsennekéhte wakenyáhten.Green tewakhseennà:sere. Kenhté:ke nitiwaké:nonh táhnon Kanyen'kehá:ka niwakonhwentýò:ten'

[Traduction]

Dans mon introduction en kanyen'ké:ha traditionnel, je me suis présenté en tant que Mark Green. Mon nom mohawk est Rahswahérha, et je fais partie du clan de la tortue de ma collectivité, sur le territoire mohawk de Tyendinaga.

Je suis également professeur de génie civil — ingénierie des structures —, et j'ai été vice-recteur à l'Université Queen's. Je bénéficie depuis longtemps du soutien d'associations subventionnaires fédérales et internationales.

Au début de ma carrière, j'ai obtenu une bourse d'études du Commonwealth pour aller compléter mon doctorat à l'Université de Cambridge. Je suis revenu au Canada avec une bourse de recherche postdoctorale du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, le CRSNG, et je suis devenu boursier national à l'Université Queen's.

Par la suite, j'ai reçu des fonds de pratiquement tous les types de programmes du CRSNG et j'ai siégé à de nombreux comités d'évaluation, tant pour le CRSNG que pour la Fondation canadienne pour l'innovation. En tant qu'ingénieur ayant des liens avec l'industrie et de bonnes relations de travail avec le Conseil national de recherches, j'ai la réputation de faire des liens entre les recherches et leurs applications, y compris l'élaboration de codes du bâtiment, à la fois au Canada et à l'étranger.

Quand il s'agit de l'excellence de la recherche pour la plupart des subventions du CRSNG, les évaluations reposent sur trois grandes catégories. La première est l'excellence du chercheur, la deuxième est l'excellence de la recherche proposée, et la troisième est la formation d'un personnel hautement qualifié. En ce qui concerne les décisions de financement, j'ai constaté que les processus d'évaluation de l'excellence étaient rigoureux, équitables et collégiaux.

J'aimerais également souligner que le système est flexible. Les programmes de partenariat, par exemple, mettent l'accent sur les collaborations avec l'industrie et sur le développement économique. De plus, comme ma collègue l'a dit, la Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche ou DORA, acceptée à l'échelle internationale, prévoit tout un ensemble de critères pour mesurer l'excellence. Ils mesurent l'impact sur les collectivités, les gens et les électeurs d'une manière que les articles universitaires et le nombre des références ne peuvent tout simplement pas évaluer.

La formation d'un personnel hautement qualifié est particulièrement importante pour la société canadienne, car les anciens étudiants vont poursuivre de brillantes carrières dans l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire. Par conséquent, nous devons nous assurer que tous les segments de la société ont des chances égales et équitables d'accéder à ces postes. De plus, je suis convaincu que, pour former de véritables leaders de la société, il est essentiel d'aller au-delà de la simple expertise technique et d'établir des liens avec les implications humaines, socioéconomiques et environnementales des travaux en science et en génie.

Ces deux dernières années, j'ai eu le plaisir de conseiller le CRSNG à titre de chercheur invité dans le cadre de la collaboration autochtone, et j'ai tiré profit de mon expérience en recherche ainsi que mon expérience personnelle. Tout cela fait progresser l'engagement du Canada envers la réconciliation. Nous avons par exemple ajouté des informations sur les critères de mérite en lien avec la recherche autochtone. Nous pouvons vous communiquer les détails. Il s'agit à la fois de travaux propres au CRSNG et de travaux tripartites.

La recherche autochtone est adaptée au contexte et est généralement liée directement aux besoins de la collectivité. Par conséquent, les résultats sont concrets et peuvent avoir des retombées directes sur les gens. L'excellence n'est pas toujours la solution la plus technique, mais celle qui convient le mieux pour répondre aux besoins sur le terrain. Je suis certain que bon nombre d'entre vous, en tant que députés, peuvent comprendre l'importance de mettre en œuvre des recherches qui améliorent directement la vie de vos électeurs. Les nouvelles subventions pour l'innovation et le leadership autochtones en recherche ont véritablement été un tournant décisif. En particulier, elles encouragent un travail ciblé, dirigé par les Autochtones, visant à réfléchir sérieusement aux critères permettant d'atteindre l'excellence. Une façon d'y arriver, c'est de reconnaître l'importance des connaissances autochtones et de la participation des collectivités autochtones. Nous avons besoin de tous les types de connaissances et de toutes les perspectives pour avoir un véritable impact.

Pour conclure, j'aimerais souligner trois points. Premièrement, l'importance de soutenir une communauté diversifiée d'étudiants et de chercheurs qui reflète l'ensemble de la société canadienne. Deuxièmement, les moyens d'associer les connaissances scientifiques autochtones et occidentales afin d'atteindre un niveau supérieur d'excellence et de connaissances. Troisièmement, l'adoption de la déclaration sur l'évaluation de la recherche afin de mener des recherches plus pertinentes pour les Canadiens.

• (1640)

Niá:wen. Merci. *Thank you.*

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Dave Snow, professeur agrégé. Il se joint à nous par vidéoconférence.

Vous avez la parole. Vous aurez cinq minutes pour présenter votre déclaration préliminaire.

Dave Snow (professeur agrégé, University of Guelph, à titre personnel): Merci, madame la présidente, de me donner l'occasion de prendre la parole aujourd'hui.

Je suis ici pour discuter de la nécessité de modifier les critères utilisés par les trois organismes subventionnaires fédéraux, à savoir le CRSNG, les IRSC et le CRSH, pour l'octroi de financement fédéral pour la recherche.

Pour commencer, je tiens à dire que je suis directement intéressé par la question. Le financement que j'ai reçu du CRSH en tant qu'étudiant diplômé et en tant que professeur de science politique m'a été grandement profitable tout au long de ma carrière. Je crois que les organismes subventionnaires financés par le fédéral sont essentiels au développement d'une recherche de haute qualité et au dynamisme du secteur de l'enseignement postsecondaire du Canada.

Cela étant dit, je suis ici pour discuter d'une préoccupation importante concernant les critères de financement des trois organismes subventionnaires, à savoir l'intégration insidieuse des principes d'équité, de diversité et d'inclusion, l'EDI, inclus dans le mandat de ces organismes.

Plus tôt cette année, j'ai mené une étude sur l'EDI au sein des trois organismes subventionnaires canadiens pour le compte de l'Institut MacDonald-Laurier. Dans mon rapport, qui, à ma connaissance, est la première étude quantitative sur les subventions de recherche offertes par les trois conseils, j'établis que l'EDI s'est implantée dans ces organismes subventionnaires, surtout le CRSH et les IRSC, et qu'une part de plus en plus importante des subventions du CRSH a été accordée à des projets d'EDI à caractère militant. Parmi les exemples d'intégration de l'EDI dans ces organismes, mentionnons le Plan d'action des trois organismes pour l'EDI; les modules de formation obligatoire sur la diversité et les préjugés à l'intention des demandeurs et des pairs évaluateurs; les subventions spécialisées pour l'EDI formulées dans un langage militant, comme la subvention ciblant l'évolution de la dynamique privilèges-marginalisation; et la nouvelle définition de l'excellence en recherche utilisée par les IRSC, voulant que l'approche et les retombées de la recherche soient « antiracistes, anticapacitistes et anticoloniales ».

Ce qui est inquiétant, c'est que j'ai réalisé que les organismes subventionnaires utilisent les termes équité, diversité et inclusion de différentes manières, en leur donnant différentes acceptations. Il s'agit parfois de ce que je qualifie d'EDI légère, qui encourage simplement la diversité des perspectives en recherche, et qui a tout mon appui. À d'autres occasions, le terme « EDI » est un simple synonyme de discrimination positive. Toutefois, j'ai constaté que le vocabulaire EDI des organismes subventionnaires reflète de plus en plus ce que j'appelle l'EDI militant, où les termes « équité », « diversité » et « inclusion » sont utilisés pour faire avancer en particulier le programme politique du militantisme pour la justice sociale et pour renverser les systèmes de racisme, de sexisme, d'homophobie et de transphobie structurels, comme le dit le professeur Eric Kaufmann, qui, je crois, prendra la parole plus tard aujourd'hui. Il faut savoir que cette définition vague et changeante de l'EDI est une caractéristique et non pas un vice. Elle permet aux chercheurs et aux organismes subventionnaires de se cacher derrière le vocabulaire de l'EDI légère, tout en utilisant l'argent des contribuables pour faire progresser les programmes de recherche militants en matière d'EDI.

Il y a deux raisons pour lesquelles la croissance de l'EDI à caractère militant dans les organismes subventionnaires est particulièrement problématique.

Premièrement, le militantisme nuit à la recherche de la vérité. Présentement, dans les directives du CRSH relatives aux demandes de subventions, on pose aux demandeurs des questions comme celle-ci : « Comment réinventer la masculinité cisgenre et hétérosexuelle et faire en sorte que le monde soit attentif à l'équité de genre? » Cela va directement à l'encontre de la mission des organismes subventionnaires, qui est de financer des recherches fondées sur la curiosité intellectuelle menée par des chercheurs qui n'ont pas encore réponse à leurs questions. Au lieu de cela, les critères axés sur l'EDI à caractère militant détournent le financement de la création de connaissances objectives pour l'orienter vers une recherche sans curiosité intellectuelle qui cherche avant tout à faire avancer un programme politique plutôt qu'à découvrir de nouvelles connaissances.

Deuxièmement, la croissance de l'EDI à caractère militant mine la légitimité des organismes subventionnaires eux-mêmes et plus généralement celle du secteur de l'enseignement postsecondaire. S'ils jugent que ces organismes semblent privilégier les projets politiques, les Canadiens — et, par le fait même, leurs députés — commenceront à se demander si les quelque 4 milliards de dollars dépensés annuellement par ces organismes pourraient être mieux utilisés ailleurs.

Dans mon rapport, je présente plusieurs recommandations de réforme, dont certaines nécessitent des dispositions législatives, mais dont la plupart pourraient être mises en œuvre par le ministère concerné ou même par les organismes eux-mêmes. Notamment, j'ai recommandé de modifier les lois habilitantes des organismes pour y intégrer un engagement envers la neutralité politique et idéologique. Pour assurer cette neutralité, j'ai également recommandé que toutes les références à l'EDI soient supprimées des lignes directrices et des critères des organismes. Cela comprend l'élimination de nombreuses subventions du CRSH axées sur l'EDI.

La tendance des organismes subventionnaires à utiliser l'EDI a eu un effet net sur leur indépendance politique perçue et a renforcé l'impression qu'ils se sont eux aussi politisés, mais les dommages ne sont pas irréparables. Les organismes subventionnaires demeurent en principe respectueux de l'excellence en recherche et de la création de connaissances objectives. En supprimant l'EDI de leur mandat, nous pouvons nous assurer qu'ils accordent la priorité à l'excellence en recherche plutôt qu'au militantisme politique.

Je vous remercie.

• (1645)

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant passer à Mme Kendall, qui représente Partenariat pour la recherche en santé des femmes au Canada.

Madame Kendall, vous avez cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire.

Allez-y, s'il vous plaît.

• (1650)

Tamil Kendall (directrice, Partnership for Women's Health Research Canada): Merci à vous, madame la présidente, et merci aux honorables membres du Comité permanent de me donner l'occasion de comparaître aujourd'hui.

Comme on vient de le dire, je suis la directrice de Partenariat pour la recherche en santé des femmes au Canada, qui réunit le Women's Health Research Institute de la Colombie-Britannique, le Women & Children's Health Research Institute de l'Alberta, le Women's College Hospital de l'Ontario et IWK Health.

Au nom du partenariat, j'aimerais vous expliquer en trois points comment la diversité et l'inclusion dans la recherche et la science contribuent à l'excellence en recherche.

Premièrement, assurer la diversité et l'inclusion dans les populations étudiées est essentiel à la pertinence de la recherche. Par exemple, en santé, certains antidouleurs sont plus efficaces pour les hommes, qui ont un chromosome X, que pour les femmes, qui ont deux chromosomes X. Nous savons maintenant que les cellules individuelles ont un sexe et que les traitements doivent donc être adaptés en conséquence, par exemple les traitements pour le soulagement de la douleur. Sur une période de quatre ans, aux États-Unis, huit des dix médicaments qui ont été retirés du marché l'ont été parce qu'ils avaient des effets secondaires néfastes chez les femmes. C'était une conséquence du nombre insuffisant de femmes dans les essais ayant mené à l'approbation des médicaments.

L'un de ces médicaments, le Prepuksid, a été retiré parce qu'il causait des battements cardiaques irréguliers, des arythmies, plus souvent chez les femmes. Ce médicament a causé la mort de Vanessa Law, une Canadienne de 15 ans. L'événement a mené à l'adoption de la Loi de Vanessa, qui vise à renforcer la surveillance des médicaments après leur mise en marché et à améliorer la transparence en ce qui a trait aux personnes incluses dans les essais cliniques.

Si nous voulons aller plus loin et prévenir les problèmes de santé liés aux différences entre les sexes avant qu'ils ne surviennent, comme dans le cas tragique de Vanessa, il faut étudier les différences entre les sexes. Au Canada, l'excellence en recherche exige que l'on augmente le pourcentage actuel du financement pour la recherche en santé alloué à la recherche sur la santé des femmes, qui est de 7 %, et que l'on impose une plus grande responsabilité touchant les analyses sexospécifiques et les rapports connexes.

Le Canada est un chef de file mondial pour ce qui est des politiques de promotion de la recherche en santé sexospécifique, mais nous devons renforcer la responsabilité des chercheurs quant à leurs engagements à l'étape de la proposition de recherche. Nos recommandations concordent avec les demandes des témoins-experts visant un meilleur suivi des subventions.

Dans notre mémoire écrite, nous faisons des recommandations concrètes, y compris créer un répertoire public des résultats publiés des projets financés; consigner le sexe, le genre et l'origine ethnique des participants à l'étude dans toutes les études et les publications; et inclure dans les demandes de financement une section indiquant que les demandeurs doivent documenter les résultats sexospécifiques des recherches antérieures financées par le gouvernement.

Deuxièmement, comme d'autres l'ont mentionné, la diversité sociodémographique au sein des équipes de recherche est liée à l'excellence en recherche pour ce qui est des questions de recherche novatrices et des meilleurs résultats de recherche. Votre comité a discuté de la diversité des points de vue. Nous savons que nos points de vue et nos questions de recherche sont influencés par nos expériences personnelles et nos parcours. Par exemple, les scientifiques noirs sont plus susceptibles d'étudier les disparités en matière de santé que les scientifiques blancs. Les femmes scientifiques sont plus susceptibles d'étudier des questions de recherche qui intègrent les hommes et les femmes. Des scientifiques d'origines diverses qui posent des questions pertinentes et y répondent et qui travaillent ensemble dans des groupes de recherche incluant des personnes de différents genres et de différentes ethnicités contribuent à l'excellence en recherche.

Le traitement inéquitable des femmes et des gens de couleur est très bien documenté dans les milieux de la science et de la recherche. Les programmes visant à améliorer l'équité en science et en recherche peuvent renforcer l'équité et la diversité, sans miner les évaluations fondées sur le mérite. Au Canada, avant l'introduction des mandats en matière d'équité des chaires de recherche du Canada, la grande majorité des nominations étaient accordées à des hommes d'un certain âge, et les autres candidatures fondées sur le mérite n'étaient pas incluses dans le concours.

En modifiant les exigences relatives à l'inclusion, le gouvernement a amélioré la diversité des candidats, mais n'a eu aucune incidence sur l'excellence de ceux-ci, si l'on se fie aux publications évaluées par les pairs, aux communications scientifiques, aux chapitres de livre, aux brevets ou aux politiques. Le Programme des chaires de recherche du Canada demeure fondé sur le mérite. Une diversité accrue favorise une meilleure science ayant une plus grande incidence qui, ultimement, améliore la vie des Canadiens.

Troisièmement, pour évaluer l'excellence en recherche, nous devrions nous concentrer sur le contenu scientifique et les conséquences pour les patients, les familles et les collectivités, plutôt que sur le nombre de publications et l'impact des revues scientifiques. Lorsque les recherches améliorent les résultats, permettent la mise en place de technologies de la santé ou évaluent les changements du système de santé dans une population diversifiée, cela a une incidence durable sur l'ensemble de la population canadienne.

• (1655)

En investissant dans la recherche sur la santé des femmes et en tenant compte du sexe et du genre dans les soins et l'innovation, le Canada peut devenir une destination de choix pour les meilleurs scientifiques et entrepreneurs du monde et réduire en même temps les coûts grâce à l'amélioration de la prévention et des traitements fondés sur les données probantes, de façon que tous les Canadiens puissent aller de l'avant.

Merci beaucoup.

La présidente: Nous allons maintenant passer à la période de questions. Nous allons commencer par Mme DeRidder.

S'il vous plaît, allez-y. Vous avez six minutes.

Je demanderais à tous les députés de bien vouloir respecter le temps alloué, puisque nous avons quatre témoins.

Merci.

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Merci beaucoup.

Merci à tous d'être présents aujourd'hui.

Monsieur Snow, vous venez de Guelph. Je me trouve dans la région de Waterloo. Merci d'être ici.

Vous avez beaucoup parlé des idéologies actuelles et du militantisme politique des organismes subventionnaires fédéraux et des milieux universitaires. Vous nous avez donné une lueur d'espoir, en disant que les dommages actuels ne sont pas irréparables, mais nous devons agir. Si nous, le gouvernement, n'agissons pas maintenant, quelles seront les répercussions pour notre communauté scientifique, surtout dans les endroits comme Waterloo, où l'excellence scientifique est toujours d'actualité?

Dave Snow: Je crois que c'est une question très importante.

J'aimerais commencer par dire que je suis un sociologue, un scientifique politique, et que je ne connais pas bien les milieux des sciences exactes, comme par exemple, celui de Waterloo.

J'aimerais souligner quelque chose dont j'ai parlé brièvement vers la fin de mon intervention, à savoir que les organismes subventionnaires financent surtout un grand nombre de recherches. Par exemple, j'ai relevé beaucoup moins d'EDI à caractère militant au CRSNG.

Nous vivons dans une époque de restrictions financières accrues et de déficits budgétaires importants. Selon mon rapport, la perception, parfois justifiée, est que ces organismes ne financent pas la création de connaissances ou de nouvelles connaissances objectives, mais financent plutôt des projets idéologiques dans le cadre desquels les militants peuvent continuer de militer, mais ont accès à plus d'argent du gouvernement fédéral. Je crois que le public et les législateurs souhaitent s'éloigner de tout cela en disant que nous pouvons et devons réduire ce budget-là. Je crois que ce serait dommage, et c'est pourquoi je suggère une réforme afin d'éviter ces restrictions potentielles à l'avenir.

Kelly DeRidder: Je suis tout à fait d'accord. Je crois moi aussi que, si nous continuons sur cette voie, nous risquons de perdre confiance dans l'excellence de notre recherche et de ne plus faire confiance à notre science. C'est ce dont je voulais discuter avec vous.

Aujourd'hui, dans la région de Waterloo, nous comptons de belles réalisations scientifiques, mais je crains qu'elles ne s'esoufflent avec le temps si nous continuons sur cette voie idéologique. Pouvez-vous nous expliquer davantage ce qui causerait l'esoufflement de la science si nous continuons sur cette voie?

Dave Snow: Tout d'abord, l'intégration insidieuse d'encre plus d'exigences des défenseurs de l'EDI dans les subventions à grande échelle est un problème. Si nous voulons financer les meilleures recherches, c'est ce que nous devrions faire. Nous ne devrions pas financer les meilleures recherches qui soutiennent aussi vaguement l'EDI ni octroyer du financement à des projets de sciences pures ou d'ingénierie en fonction de ce soutien.

Encore une fois, je vois cela moins souvent au CRSNG, mais plus souvent au CRSH et, étrangement, plus souvent aux IRSC que ce à quoi je m'attendais, vu les lignes directrices. Nous investissons dans des recherches qui ont une connotation explicitement militante, surtout dans le domaine des sciences sociales et humaines; donc, non seulement nous encourageons les chercheurs à concevoir leurs propositions de recherche en faisant allusion à l'équité, à la diversité et à l'inclusion, mais nous leur disons aussi qu'il est plus probable que l'on finance leur recherche si elle y fait allusion. Nous prenons les maigres fonds publics et disons que ces subventions sont seulement destinées aux projets à consonance militante.

Prenez par exemple le vocabulaire des subventions de synthèse des connaissances du CRSH et l'Initiative sur la race, le genre et la diversité, laquelle est maintenant terminée: on y a investi une somme non négligeable d'argent et de nombreuses subventions de 450 000 \$. C'est ce qui est apparu le plus souvent dans ces subventions. J'ai découvert que de 10 à 15 % des subventions Savoir du CRSH visaient des projets à connotation militante dont le titre comportait des termes explicitement militants. Selon moi, c'est beaucoup plus que ce qui devrait être financé par un organisme subventionnaire fédéral, mais ce n'est pas 100 %. En ce qui concerne les subventions destinées plus spécifiquement à des projets à consonance militante, cela se rapprochait plus des deux tiers.

D'abord et avant tout, je pense que nous devons assouplir les lignes directrices, maintenir un engagement envers la neutralité idéologique et politique et cesser de nous servir des maigres fonds publics pour subventionner des projets à connotation militante. Si le gouvernement veut subventionner le militantisme, il peut le faire, mais il ne devrait pas se servir des organismes de subvention des recherches.

• (1700)

Kelly DeRidder: Merci beaucoup.

Permettez-moi de vous citer: « Au Canada, les organismes subventionnaires accordent beaucoup trop d'importance à l'équité, à la diversité et à l'inclusion. Plutôt que de prioriser l'excellence de la recherche, ils vont trop souvent promouvoir le militantisme politique, voire le récompenser. »

Selon vous, quelle est l'étape la plus importante qui permettrait de réduire la politisation des recherches universitaires et de garantir que nous finançons des recherches authentiques?

Dave Snow: C'est une excellente question, parce qu'elle soulève la question de savoir si ces organismes subventionnaires sont en amont ou en aval des tendances plus générales au sein des sphères universitaires, surtout en ce qui concerne les sciences sociales et humaines, s'ils visent des recherches plus idéologiques et moins...

La présidente: Excusez-moi de vous interrompre, mais le temps est écoulé. Vous pourriez peut-être répondre au cours de la prochaine série de questions.

C'est maintenant au tour de Mme McKelvie.

Madame McKelvie, vous avez six minutes.

Jennifer McKelvie (Ajax, Lib.): Merci, madame la présidente.

Monsieur Green, vous avez mentionné la recherche interdisciplinaire. Une grande partie des découvertes importantes se font souvent quand des personnes qui ne travaillent pas normalement ensemble le font.

Un bon exemple de cela, c'est l'étude de notre microbiome. Les scientifiques médicaux ont examiné la question sous un certain angle, mais vous pourriez ajouter à ce groupe un spécialiste des sols, qui a l'habitude d'analyser davantage de ce type de substrat. Puis, vous pourriez ajouter un anthropologue et un diététicien ou quelqu'un qui étudie la culture et la façon dont celle-ci modifie nos habitudes alimentaires. Ces trois personnes recevraient habituellement du financement de trois organismes distincts: le CRSNG, le CRSH et les IRSC.

En reconnaissant que l'étude que nous menons concerne l'excellence de la recherche, comment pouvons-nous mieux promouvoir l'excellence de la recherche quand celle-ci est interdisciplinaire?

Mark Green: Je suis tout à fait d'accord avec vous quand vous dites que les plus grandes innovations surviennent quand nous envisageons une approche interdisciplinaire ou transdisciplinaire pour comprendre comment les différents systèmes sont liés les uns avec les autres et comment ils s'influencent les uns les autres.

Je vais aussi souligner que cela reflète aussi la vision du monde de bien des Autochtones, qui ne différencient pas les disciplines de la même façon. Par exemple, l'un de nos cadres de référence est la roue de la médecine: elle peut souvent être une métaphore de la santé et de ses composantes. Vous avez besoin de chacune de ces quatre composantes — la santé physique, mentale et spirituelle — pour être en harmonie afin de pouvoir faire ces liens.

De même, je sais que, dans la cérémonie Ohén:ton Karihwatéhkwén, « Les mots qui passent avant tout le reste », ou l'allocation de l'Action de grâce, les peuples haudenosaunee remercient aussi tous les éléments de la création et reconnaissent que c'est seulement quand tous les éléments contribuent comme ils le doivent que tout fonctionne bien ensemble.

Pour vous donner un exemple, écartons-nous un peu du sujet pour parler des applications concrètes et de quelque chose qui relève de mon champ d'expertise. J'ai beaucoup travaillé dans le domaine de l'ingénierie structurelle, et au cours des 20 à 25 dernières années, j'ai beaucoup travaillé dans l'ingénierie incendie. Dernièrement, je me suis intéressé aux feux de forêt. Nous savons que c'est un problème à l'échelle du Canada et du monde, mais cela a des conséquences particulières pour les Premières Nations et d'autres communautés autochtones. Quelque 40 % des membres des Premières Nations sont évacués alors qu'ils ne représentent qu'environ 5 % de la population.

J'étudie la situation pour trouver des solutions et je travaille actuellement avec le Grand conseil de Prince Albert. Il s'intéresse à ces déplacements: comment pouvons-nous protéger les collectivités? Je souhaite trouver comment protéger les gens de ces régions, mais je m'intéresse aussi à l'impact de ces déplacements et d'autres facteurs sur leur santé mentale. Je me suis aussi adressé à des professionnels de la santé. En réunissant des gens de différents milieux, nous pouvons trouver de bien meilleures solutions.

• (1705)

Jennifer McKelvie: Vous avez très bien expliqué les trois façons dont le CRSNG, par exemple, voit l'excellence: l'excellence des chercheurs, les recherches proposées et le personnel hautement qualifié. Les gardiens autochtones et les connaissances autochtones définissent l'excellence des chercheurs de manière très différente.

Comment évaluer l'excellence de la recherche selon les différentes communautés avec lesquelles nous travaillons? Se fonder sur les publications n'est pas une bonne mesure, par exemple. Comment pouvons-nous nous assurer d'inclure l'excellence de la recherche s'il n'existe pas de paramètre traditionnel?

Mark Green: Je vous remercie d'avoir mentionné nos leaders culturels et les connaissances culturelles... d'une certaine façon, le fait d'avoir de l'expertise. Certains mouvements visent à reconnaître les connaissances qui existent grâce aux traditions orales et à d'autres connaissances qui n'existent pas à l'extérieur du lieu de la connaissance et de ces systèmes. Il s'agit en fait de différentes perspectives et de différentes connaissances. Elles peuvent aussi entraîner beaucoup de changements et nous permettre de comprendre des choses.

On peut examiner les impacts sur une communauté et la façon dont ces gens sont reconnus dans une communauté. Les gens qui possèdent ces connaissances n'ont peut-être pas tous reçu une éducation traditionnelle, mais ils sont respectés pour leurs connaissances parce qu'ils sont des gardiens de la connaissance, etc. On peut examiner les choses de façon plus générale. Le Cercle de leadership autochtone en recherche, un organisme national, et le Groupe de référence sur les bonnes pratiques d'évaluation par les pairs pour la recherche autochtone sont deux entités qui examinent de près toutes ces perspectives.

Jennifer McKelvie: Il ne me reste que 15 secondes, donc je vais tout simplement vous féliciter pour votre poste de chercheur en résidence au CRSNG. Merci de votre contribution.

Mark Green: Merci.

La présidente: C'est maintenant au tour de M. Blanchette-Joncas, qui a six minutes.

Vous avez la parole.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski—La Matapédia, BQ): Merci, madame la présidente.

Je salue les témoins qui sont avec nous pour cette étude.

Professeur Snow, on confond souvent deux choses: la nécessité d'avoir des échantillons représentatifs, par exemple en santé, et l'exigence que les chercheurs eux-mêmes incarnent cette diversité.

Vous dites que cette confusion est au cœur des politiques actuelles. Selon vous, quels sont les risques de mélanger ces deux éléments? Est-ce que ça ne transformerait pas un enjeu scientifique en un critère idéologique imposé aux individus?

[Traduction]

Dave Snow: Excusez-moi, j'ai entendu la première question au sujet des échantillons représentatifs en santé, mais pas la deuxième question.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Je vais répéter ma question: est-ce que ça ne transformerait pas un enjeu scientifique en un critère idéologique imposé aux individus?

[Traduction]

Dave Snow: Veuillez excuser mon unilinguisme. La question que l'on m'a traduite est de savoir si cela transforme les critères, mais je n'ai pas compris ce qui était à l'origine de cette transformation.

Excusez-moi. Je vais peut-être devoir vous demander de répéter la question encore une fois.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Est-ce que ça ne transformerait pas un enjeu scientifique en un critère idéologique imposé aux individus?

[Traduction]

Dave Snow: Oui. Excusez-moi. J'ai bien compris cette fois-ci.

Je pense que cela transforme effectivement ce qui doit relever du domaine de la création d'un savoir objectif en un enjeu idéologique. Laissez-moi souligner que je m'oppose à toute forme de subvention fondée sur l'idéologie, qu'il s'agisse d'une idée progressiste ou d'une idée conservatrice.

Je dirais que certains des témoins d'aujourd'hui... d'autres pourraient dire qu'ils sont de l'avis opposé, mais j'aimerais vous faire remarquer que bien des choses qu'ont dites les témoins aujourd'hui sont selon moi des formes utiles de diversité et d'inclusion et qu'il faut élargir la population cible des recherches médicales et en santé pour en apprendre davantage. Cela va au-delà de mon domaine d'expertise, mais les organismes subventionnaires devraient vraiment encourager cela. Ce qu'ils ne devraient pas encourager, ce sont les projets très politisés dont les résultats sont connus avant même le début des recherches.

J'ai été surpris par le genre de questions associées aux demandes de subvention du CRSH. Prenez celle-ci, par exemple: « Les récits culturels et historiques contestés peuvent renforcer les tensions communautaires et conduire à l'aliénation, au négationnisme et à la marginalisation. » Cela vient des instructions d'une demande de subvention du CRSH. On dit aux chercheurs qu'il y a des choses qu'il ne faut pas remettre en question, ce qui contredit en tous points le domaine des sciences, un domaine qui encourage la conversation...

● (1710)

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Monsieur Snow, pardonnez-moi de vous interrompre, mais j'ai d'autres questions à vous poser.

Dans vos travaux au Macdonald-Laurier Institute, vous distinguez le sujet de recherche des critères de financement. Vous insistez sur le fait qu'il faut laisser toute la place aux recherches sur l'équité, la diversité et l'inclusion, ou EDI, mais qu'il faut éviter d'imposer des critères EDI dans l'évaluation des projets. Pourquoi est-ce que vous trouvez cette distinction essentielle?

[Traduction]

Dave Snow: Je crois que c'est une distinction très importante. Ce que j'ai découvert dans mon étude, c'est que ces trois types d'EDI — ce que j'appelle l'EDI légère; l'EDI modérée, en quelque sorte la discrimination positive; et l'EDI plus militante — sont utilisés de façon interchangeable. Le CRSH et le CRSNG n'en parlent pas. Nous parlons ici du premier type d'EDI, et maintenant nous parlons du deuxième type. Nous pouvons utiliser le vocabulaire plus général de l'inclusion des recherches et des environnements de recherches plus inclusives. Franchement, je pense que c'est ce qui se passe de toute manière dans le milieu universitaire canadien. Nous n'excluons plus systématiquement certaines populations, et les évaluateurs... Vous avez peut-être déjà rencontré des universitaires explicitement sexistes ou racistes, mais il y a longtemps qu'il n'y en a plus.

Quoi qu'il en soit, je pense que le genre d'environnements de recherche inclusive que nous voulons promouvoir le sont même sans ces critères d'équité, de diversité et d'inclusion. Ces critères encouragent les chercheurs à mener des recherches politisées. Ils accablent aussi une certaine partie des maigres fonds de recherche fédéraux tout en laissant entendre que le financement n'est accordé qu'à ce genre de recherche à connotation militante, et non pas à la recherche qui fait avancer les connaissances.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: J'ai bien compris.

Vous avez montré que, dans les programmes thématiques liés à l'équité, à la diversité et à l'inclusion, près de 63 % des projets financés affichaient des titres à caractère militant. Est-ce que ça ne démontrerait pas que les critères fédéraux encouragent déjà une orientation idéologique au détriment d'une recherche réellement ouverte?

[Traduction]

Dave Snow: Oui, absolument. Je pense que, dans ce genre de subventions spécifiques, les subventions de synthèse des connaissances, qui sont certes moins importantes, mais qui représentent tout de même des millions de dollars du fédéral, et plus précisément l'Initiative sur la race, le genre et la diversité du CRSH, dans la demande, il y a des questions comme celle-ci: « Quels mécanismes perpétuent les privilèges des Blancs et quelle serait la meilleure manière de les remettre en question? »

Je pense moi aussi que les privilèges des Blancs sont une mauvaise chose, mais la question n'est pas de savoir si leur existence est prouvée ou pas. On présume qu'ils existent, qu'il existe des mécanismes qui le perpétuent et que l'objectif de la recherche financée par le fédéral serait de remettre ces mécanismes en question.

Voici une autre déclaration du CRSH: « Les sociétés progressistes promeuvent les valeurs de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, qui enrichissent les sociétés sur le plan culturel, alimentent l'innovation et la recherche. » Encore une fois, on présume que l'on veut une société qui se définit comme étant progressiste et que le financement dans le domaine de la recherche va en ce sens.

Nous n'avons qu'à survoler les sites Web de ces subventions précises pour voir à quel point, idéologiquement... La plupart des Canadiens seraient surpris de voir à quel point le vocabulaire des subventions qui visent l'équité, la diversité et l'inclusion est idéologiquement explicite. Ce ne sont pas nécessairement les critères qui figurent sur le site Web de tous les organismes subventionnaires.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Vous avez écrit que l'équité, la diversité et l'inclusion dites activistes détournent des fonds vers des projets militants plutôt que scientifiques. Selon vous, est-ce que cela nuit déjà à la productivité et à l'innovation au Canada?

[Traduction]

Dave Snow: Oui, absolument. Cela fait logiquement partie de mon travail, et si je découvre que de 10 à 15 % des subventions les plus prestigieuses du CRSH, les subventions Savoir et les subventions de développement Savoir ont un titre explicitement formulé en termes d'équité, de diversité et d'inclusion... Les résumés n'étaient pas disponibles.

La présidente: Excusez-moi de vous interrompre. Le temps est écoulé.

Nous allons maintenant commencer la deuxième série de questions. C'est maintenant au tour de M. Holman, vous avez cinq minutes.

Allez-y.

Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC): Merci, madame la présidente.

Je remercie tous les témoins de leur présence aujourd'hui.

Martin Luther King Jr rêvait d'un monde dans lequel les gens seraient jugés d'après « leur caractère », et non pas d'après « la couleur de leur peau ». J'ai toujours suivi ce principe, et bien des résidents de London—Fanshawe trouvent que les politiques actuelles en matière d'EDI nous en éloignent.

Ils veulent des débouchés qui reposent sur le mérite et sur les compétences. Cependant, les universitaires préviennent que les règles de financement ferment des portes et récompensent la conformité plutôt que l'excellence. J'espère que cette étude nous aidera à trouver une meilleure façon de faire et qu'elle rétablira l'égalité, protégera la liberté et fera en sorte que l'argent des contribuables soutient les meilleures idées.

Monsieur Snow, dans votre article publié par l'Institut Macdonald-Laurier, vous dites que « l'actuel gouvernement fédéral », que vous tenez responsable de l'EDI, n'est pas « disposé à atténuer » l'EDI.

Selon vous, quelles seraient les conséquences les plus graves si les organismes subventionnaires et les établissements d'enseignement postsecondaire continuaient sur la voie de l'EDI?

• (1715)

Dave Snow: Il faut dire que ce rapport a été publié en février 2025, alors, lorsqu'il est question de l'actuel gouvernement, il s'agit quand même d'un gouvernement libéral, mais il était dirigé par un autre premier ministre. À ma connaissance, le gouvernement n'a ni changé ni maintenu ses priorités actuelles en ce qui concerne cette formulation; nous devons donc attendre pour voir.

En tant qu'universitaire ayant passé toute sa vie adulte à l'université, je suis peut-être partial quand je dis craindre que cela contribue à affaiblir nos établissements d'enseignement postsecondaire. Je pense que, lorsque les gens voient ce type de langage, lorsqu'ils entendent quelle somme d'argent... Quand les gens brillants que je connais, qui ne sont pas impliqués dans le secteur postsecondaire, entendent que ces organismes subventionnaires distribuent 4 milliards de dollars et plus par année, ils sont stupéfaits. Cela ne veut pas dire que l'argent des contribuables est mal utilisé, mais ces types de projets militants sont ceux qui font la une, même dans le domaine des sciences sociales, plus encore que les recherches objectives, falsifiables et créatrices de connaissances.

Cela révèle une potentielle désillusion croissante du public canadien envers le secteur postsecondaire. C'est ce qui m'inquiète le plus. Ces organismes font un travail important, mais ces subventions particulières leur nuisent, malheureusement.

Kurt Holman: Je vous remercie, monsieur Snow. Je partage vos inquiétudes et je sais que c'est également le cas pour de nombreux Canadiens.

Dans ce même article, vous présentez plusieurs recommandations pour inverser les effets de l'EDI. Pourriez-vous nous en dire davantage sur les réformes qui, selon vous, permettraient de rétablir une véritable ouverture, de protéger la diversité d'opinions et de faire passer le mérite et la liberté de penser avant la conformité idéologique?

Dave Snow: La première est petite. Il s'agirait d'une ligne à insérer dans trois mesures législatives, qui engagerait simplement les organismes subventionnaires fédéraux à la neutralité politique et idéologique. Si cela figurait dans leur mandat législatif, il serait difficile — pas impossible, bien entendu — pour les organismes de continuer à octroyer ces subventions explicitement politisées.

De plus, je recommande d'éliminer, évidemment, ces subventions explicitement orientées vers l'EDI. Je crois que la majorité des gens qui en entendent parler sont d'accord. Peut-être est-ce un peu plus controversé, mais je recommande de retirer toute référence à l'équité, à la diversité et à l'inclusion des sites Web des organismes subventionnaires et de leurs documents d'accompagnement en raison du glissement qui s'opère, car les appels à l'inclusion dans une équipe de recherche peuvent rapidement se transformer en appels au militantisme politique.

En ce qui concerne certains des sujets abordés par les témoins, aujourd'hui — en souhaitant des subventions, par exemple, pour étudier des populations diverses — nous pouvons intégrer cela dans les critères d'octroi sans transposer les termes « EDI » et « plan d'action EDI » dans les trois organismes subventionnaires. Nous pouvons être plus ciblés, plus précis dans ce que nous recherchons et le vocabulaire qui entoure l'EDI ne nous permet pas de le faire. Il est trop flou. Il permet aux chercheurs d'aller dans n'importe quelle direction avec leur recherche, et, ce qui est plus inquiétant, dans une direction militante.

Kurt Holman: Merci.

Dans un témoignage antérieur, nous avons entendu des histoires d'universitaires qui ont vu des politiques d'EDI freiner les carrières d'universitaires en formation qui ne correspondent pas au modèle EDI. Nous avons également entendu des histoires dans lesquelles ces politiques auraient été utilisées pour soutenir les carrières des universitaires établis au détriment des jeunes universitaires.

Selon vous, quel message cela envoie-t-il aux jeunes chercheurs canadiens s'ils apprennent que la conformité à une idéologie importe plus que la force de leurs idées, monsieur Snow?

Dave Snow: Le message le plus important et malheureux que cela envoie est que vous allez obtenir davantage de fonds et de prestige pour votre recherche si vous effectuez ce type de recherche.

Je suis souvent atterré de voir d'excellents jeunes étudiants diplômés, qui pourraient être à la pointe de la science et des sciences sociales, étudier un langage obscur axé sur l'EDI sans retombées potentielles...

• (1720)

La présidente: Je suis désolée de vous interrompre. Votre temps est écoulé.

C'est maintenant au tour de M. Rana, pour cinq minutes.

Je vous en prie.

Aslam Rana (Hamilton-Centre, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci à tous les témoins de nous accorder leur temps précieux.

Je suis très heureux de vous voir, madame Coe, en tant qu'ancien étudiant de la TMU.

Monsieur Green, je suis aussi heureux de vous voir puisque vous êtes un ingénieur civil. Je suis moi-même ingénieur civil. Je sais que beaucoup de travail est accompli dans le domaine de la recherche, particulièrement dans le génie civil et le génie des transports. Vous avez aussi mentionné le génie des structures, le génie environnemental et le génie géotechnique.

Quels avantages avez-vous constatés grâce aux initiatives du CRSNG?

Mark Green: Il y a certainement des répercussions importantes pour l'industrie, le savoir canadien et l'excellence scientifique. Les spécialistes en sciences sociales parlent beaucoup de l'importance de la recherche scientifique. La recherche en sciences et en génie, respectée à l'échelle internationale, est florissante au Canada. Un collègue de l'université de Waterloo mène des recherches de pointe dans ces domaines. Ils sont également soutenus par du financement du CRSNG en génie et dans d'autres sciences physiques.

En ce qui concerne le fait de nous assurer que nous soutenons un large éventail de personnel hautement qualifié, ce que nous utilisons pour nos étudiants diplômés, etc., nous voulons nous assurer que le personnel reflète les personnes qui ont traditionnellement été sous-représentées. Le fait que les femmes soient très peu nombreuses dans l'ingénierie représente un véritable enjeu. Nous tentons d'atteindre 30 % de femmes ingénieures d'ici 2030. Nous n'atteindrons pas cet objectif, mais il s'agit pourtant d'un faible objectif. Des éléments importants dans la société sont affectés par l'absence de parité entre les sexes et d'autres facteurs au sein de la main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre essentielle construit presque tout ce que nous utilisons dans notre société, y compris les appareils technologiques.

Il est très important que nous ayons ces points de vue généraux avec la contribution de tous les membres de la société. Il est important d'avoir ces éléments, particulièrement dans des domaines où se trouvent des femmes, des minorités raciales et des personnes autochtones qui peuvent voir que cela pourrait être une possibilité d'avancement pour elles. Des changements importants ont été observés grâce aux mesures prises par certaines personnes pour modifier ces orientations et encourager davantage de personnes dans ces domaines. Dans le cadre des activités menées par le CRSNG, je crois que cela fonctionne plutôt bien.

Aslam Rana: Croyez-vous que les critères de financement du gouvernement fédéral permettront d'attirer plus de femmes et d'Autochtones dans le domaine du génie civil, en particulier, et dans d'autres domaines similaires? Nous ne trouvons pas beaucoup de femmes dans le domaine du génie civil.

Mark Green: Vous avez raison. Il y a de plus faibles proportions de femmes en génie civil, bien que, d'une part, dans les domaines tels que les aspects environnementaux du génie civil, etc., ce sont des domaines... dans nos universités, nous remarquons de plus en plus de femmes professeures. À Waterloo, Mme Wells est la doyenne de la faculté de génie. Mme Dean est la vice-présidente à la recherche. J'étais justement à McMaster la semaine dernière pour accueillir ma collègue, Mme Tighe, qui est la nouvelle présidente de McMaster. Elle a reçu des félicitations spéciales ainsi qu'une invitation du premier ministre Doug Ford. Dans ce message, elle était félicitée pour tout ce qu'elle fait pour l'Ontario en matière de promotion des sciences, des infrastructures et du génie civil au Canada. Il est incroyable de voir ces exemples, qui s'inscrivent dans des initiatives plus larges.

• (1725)

Aslam Rana: Merci.

Madame Coe, quelles sont certaines des initiatives importantes que vous avez mises en œuvre et qui se sont avérées très fructueuses?

Imogen Coe: Pour compléter ce qu'a dit M. Green, le CRSNG a vraiment sensibilisé les gens au fait qu'il existe des talents qui sont laissés de côté. C'est un déficit et un coût pour le Canada. Nous voulons vraiment garantir que nous mobilisons les talents et créons délibérément et intentionnellement ces cultures inclusives pour tirer parti de cette créativité et de ces talents.

La présidente: Je suis désolée de vous interrompre, mais votre temps est écoulé.

Aslam Rana: Merci beaucoup.

La présidente: C'est à présent au tour de M. Blanchette-Joncas, pour deux minutes et demie.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Merci, madame la présidente.

Professeur Snow, vous avez relevé que les Instituts de recherche en santé du Canada définissent désormais l'excellence comme devant être antiraciste, anticoloniale et antivalidiste, c'est-à-dire opposée à la discrimination fondée sur le handicap. Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada formule certains appels à propositions déjà orientés idéologiquement.

Est-ce que ce type de critère ne détournerait pas la mission première des organismes, qui devrait être de financer la recherche ouverte, peu importe son orientation?

[Traduction]

Dave Snow: Je crois que c'est précisément cela. Les Instituts de recherche en santé du Canada, les IRSC, dont la définition de l'excellence en recherche inclut les notions d'inclusion et de diversité dans son cadre d'excellence en recherche, considèrent qu'une recherche est excellente quand elle est inclusive, équitable, diversifiée, anti-raciste, anti-capacitiste et anti-colonialiste dans son approche et son impact.

Maintenant, bon nombre d'entre nous diraient probablement « Je ne suis pas capacitiste. Je ne suis pas raciste. Je ne suis pas colonialiste. » Ce sont de bonnes choses, mais ces termes dans le milieu universitaire... je connais bien le milieu universitaire progressiste. Il s'agit de cadres très spécifiques, souvent formés de manière infalsifiable, qui ont une manière particulière de voir le monde et qui ne visent pas, avant toute chose, la création de connaissances. Ils sont fondés sur des hypothèses particulières concernant la manière dont

la société est gouvernée et dont elle devrait être changée. Lorsque vous adoptez ce cadre pour l'ensemble du financement de la santé et de la médecine à l'échelle nationale, vous allez nécessairement décourager certaines formes de création de connaissances et encourager la recherche militante qui n'est pas conçue pour nous aider à obtenir de meilleurs résultats et connaissances en matière de médecine et de santé.

J'ai assisté plus tôt aujourd'hui à un exposé sur le fait que nous ne voulons laisser personne de côté. Eh bien, cela laisse de côté les chercheurs qui n'adoptent pas une approche anti-raciste, anti-capacitiste et anti-colonialiste dans leurs recherches scientifiques sur la santé et la médecine. Si j'avais une recommandation à faire sur ce qui devrait être mis en place au sein des organismes, ce serait d'intégrer dès le départ cette composante du cadre d'excellence en matière de recherche.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Avez-vous quelque chose à ajouter rapidement au sujet de la compétitivité scientifique du Canada et des critères d'équité, de diversité et d'inclusion?

[Traduction]

Dave Snow: Je dirai simplement que, en ce qui concerne la compétitivité de ces bourses, nous aurions un plus grand nombre de personnes capables d'obtenir ces subventions pour l'excellence en recherche si nous retirions certains de ces critères EDI dans les subventions elles-mêmes, et si nous déplacions...

La présidente: Je suis désolée de vous interrompre, mais votre temps est écoulé.

Nous aurons une minute rapide...

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Madame la présidente, est-ce qu'il est possible de demander au professeur Snow une réponse écrite à ma dernière question, s'il vous plaît?

[Traduction]

La présidente: Merci.

Si les témoins ne sont pas en mesure de compléter leur réponse, ils peuvent toujours envoyer des commentaires par écrit. Ces derniers seront intégrés au fur et à mesure de la rédaction du rapport et seront distribués à tous les membres.

Monsieur Ho, vous avez une minute.

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Ma question est pour le professeur Snow. Je vais retourner aux bases. L'EDI est censée créer cet environnement équitable et inclusif qui est censé remédier aux injustices subies par les groupes marginalisés. Croyez-vous que cela a en réalité l'effet inverse, c'est-à-dire de marginaliser les personnes qui n'adhèrent pas à un certain point de vue idéologique?

Dave Snow: Oui, absolument. Je crois que c'est particulièrement le cas de ce que j'appelle la forme la plus « militante » de l'EDI. Je ne doute pas que, il y a des décennies de cela, les exigences ou les suggestions en matière d'inclusion avaient pour effet de mobiliser des gens, mais je crois que nous sommes de plus en plus témoins de... vous avez vu cette semaine des témoins parler de la manière dont nous excluons certains types de recherche avec cela. Ce que je constate avec les exigences en matière d'EDI, c'est un rétrécissement de la portée de la recherche financée par le gouvernement fédéral dans des domaines où l'EDI s'applique, ce qui est diamétralement opposé à ce que l'EDI était censée être à l'origine.

• (1730)

Vincent Ho: Tout comme chaque politique libérale, cela produit l'effet désastreux inverse.

La présidente: Merci.

C'est maintenant au tour de Mme Jaczek pour une intervention rapide d'une minute.

L'hon. Helena Jaczek (Markham—Stouffville, Lib.): Merci, madame la présidente.

Madame Kendall, vous avez entendu le professeur Snow et certaines de ses critiques à propos de l'EDI.

Êtes-vous au courant de ce programme militant en faveur de l'EDI qui, selon le professeur Snow, semble avoir pour objectif de promouvoir un programme politique? Avez-vous remarqué cela dans le cadre de votre travail?

Tamil Kendall: Je dois dire que je ne vois aucun militantisme dans le fait de tenter de rendre nos services de santé et de la recherche en santé accueillants pour les populations qui composent avec de la discrimination, du capacitisme et un passé colonial.

Je pense qu'il est important de résoudre ces problèmes structurels, et que la recherche qui tente de les résoudre fasse avancer la promotion de la santé de tous les Canadiens.

Merci.

La présidente: Merci.

Madame DeRidder, allez-y.

Kelly DeRidder: Est-ce que M. Snow peut déposer son rapport sur la recherche dont il a parlé aujourd'hui?

M. Snow peut-il également nous fournir une liste d'exemples de recherche universitaire subventionnée qui, selon lui, seraient de l'ordre du militantisme, ou de l'idéologisme?

La présidente: Monsieur Snow, si vous pouviez nous les fournir, nous vous en serions reconnaissants.

Dave Snow: Ces titres sont dans le rapport lui-même.

La présidente: J'aimerais remercier tous les témoins d'avoir comparu devant le Comité et d'avoir fourni d'importants témoignages.

Je vais suspendre la réunion pendant quelques minutes afin de permettre aux témoins de la deuxième heure de prendre leur place.

La séance est suspendue.

• (1730)

(Pause)

• (1740)

La présidente: J'aimerais faire quelques commentaires à l'intention des nouveaux témoins. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, appuyez sur l'icône du microphone pour activer votre micro, et veuillez le mettre en sourdine lorsque vous n'êtes pas en train de parler.

Pour ceux qui nous suivent sur Zoom, en bas de votre écran, vous pouvez choisir le canal d'interprétation approprié: le parquet, l'anglais ou le français. Pour ceux qui sont dans la pièce, vous pouvez utiliser l'écouteur et choisir le canal de votre choix.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés par l'entremise de la présidence.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins. Nous accueillons Mme Nadia Hasan, professeure adjointe, École d'études sur le genre, la sexualité et les femmes, Université York, par vidéoconférence. M. Eric Kaufmann, de l'Université de Buckingham, comparait par vidéoconférence. Merci beaucoup de vous joindre à nous aujourd'hui, de là où vous êtes. Nous entendrons également par vidéoconférence Gad Saad, chercheur invité, du Declaration of Independence Center for the Study of American Freedom, de l'Université du Mississippi. Notre quatrième témoin aujourd'hui est Robert Thomas, président de la Society for Academic Freedom and Scholarship. Tous les témoins disposeront de cinq minutes pour leur déclaration d'ouverture.

Nous allons commencer par M. Saad.

Vous avez la parole.

Gad Saad (chercheur invité, Declaration of Independence Center for the Study of American Freedom, University of Mississippi, à titre personnel): Merci beaucoup de m'avoir invité à prendre part à cette discussion importante.

Lorsqu'il s'agit d'évaluer l'excellence de la recherche, la méritocratie est le seul principe éthique possible. Les recherches scientifiques visent un seul objectif: mieux comprendre le monde et ses mystères extraordinaires. La science n'est pas une manifestation empathique dont le but est d'élever ou de célébrer les soi-disant groupes minoritaires. Le fait d'utiliser des critères de diversité, d'inclusion et d'équité au moment d'allouer des fonds pour la recherche est un affront à la dignité individuelle et à l'excellence de la recherche.

Selon un rapport de 2025 publié par l'Aristotle Foundation, 97,5 % des offres d'emploi universitaires au Canada comportent des critères d'équité, de diversité et d'inclusion.

Je vais brièvement discuter de trois exemples tirés de mon chapitre dans *The War on Science*.

Dans le premier exemple, l'école d'informatique de l'Université de Waterloo a récemment publié des annonces concernant deux postes vacants de titulaires de chaire de recherche de niveau 1 pour le CRSNG. Je vais citer l'appel de candidatures. « Titulaire 1, tous les domaines de l'intelligence artificielle. Sont admissibles uniquement les personnes qualifiées qui s'identifient comme étant des femmes, des personnes transgenres, des personnes au genre fluide, des personnes non binaires ou des personnes bispirituelles. »

« Titulaire 2, tous les domaines de l'informatique. Sont admissibles uniquement les personnes qualifiées qui s'identifient comme étant membres de groupes racisés. »

Le deuxième exemple concerne l'Université de la Colombie-Britannique, qui cherchait à doter un poste de titulaire de chaire de recherche au Canada de niveau 1 dans la recherche contre le cancer de la bouche. L'appel de candidatures se lit ainsi: « La sélection sera limitée aux membres des groupes désignés par le gouvernement fédéral suivants: les personnes handicapées, les personnes autochtones, les personnes racisées, les femmes et les personnes issues de groupes d'identité de genre marginalisés. »

Dans le troisième exemple, tiré de ma propre université, l'Université Concordia, des chercheurs ont obtenu une subvention du Fonds Nouvelles frontières en recherche visant à décoloniser la lumière. Ils expliquent sur leur site Web que « le projet de décolonisation de la lumière explore les différentes façons et approches pour décoloniser la science, telles que la revitalisation et la restauration des savoirs autochtones, ainsi que le renforcement des capacités. »

Le projet de « décolonisation de la lumière » s'inscrit dans le plan stratégique quinquennal de l'Université Concordia visant à décoloniser et à autochtoniser tout le programme scolaire et la pédagogie. Apparemment, la science aurait trop longtemps souffert d'un problème de blancheur.

La médecine canadienne a également succombé à cette mainmise idéologique parasitaire, comme j'en parle dans mon prochain livre, *Suicidal Empathy*. Le groupe d'experts CanMEDS sur la lutte contre le racisme, qui élabore des codes de formation pour les médecins et chirurgiens au Canada, a conclu la chose suivante: « Un nouveau modèle élaboré par CanMEDS chercherait à centrer des valeurs telles que la justice sociale ainsi que la lutte contre l'oppression et le racisme, plutôt que l'expertise médicale. »

Si vous souffrez d'un cancer agressif, il pourrait être réconfortant de penser que votre oncologue a été formé pour « combattre les structures historiques et actuelles du racisme, la suprématie blanche, le colonialisme, l'hétéropatriarcat, le capitalisme, le capacitisme, le classisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie et bien plus encore. »

Je vais terminer en citant un passage de mon livre, *The Parasitic Mind*:

La science est, ou devrait être, un processus apolitique. Les vérités scientifiques et les lois naturelles existent indépendamment de l'identité des chercheurs. La distribution des nombres premiers ne change pas, que le mathématicien soit un chrétien blanc hétérosexuel ou un individu transgenre, musulman... (obèse). Le tableau périodique des éléments ne change pas, que le chimiste soit une personne queer d'origine latinx ou une personne juive hassidique cisnormative. Oh, alors vous êtes un chimiste bisexuel non binaire? Eh bien, cela modifie complètement les numéros atomiques du carbone, du palladium et de l'uranium.

Le militantisme idéologique est aux antipodes de l'excellence de la recherche. La méritocratie est tout ce qui importe.

Merci.

• (1745)

La présidente: Merci, monsieur Saad.

Madame Hasan, vous avez cinq minutes pour votre déclaration liminaire. Vous pouvez y aller, s'il vous plaît.

Nadia Hasan (professeure adjointe, École d'études sur le genre, la sexualité et les femmes, York University, à titre personnel): Merci de m'avoir invitée à prendre la parole aujourd'hui.

Comme je l'ai mentionné, je m'appelle Nadia Hasan, et je suis professeure adjointe en études sur le genre, la sexualité et les femmes. Je suis également directrice du centre de recherche sur l'islamophobie à l'Université York, à Toronto. Cela fait presque 20 ans que je travaille à l'intersection de la recherche communautaire et universitaire, par l'entremise d'organisations à but non lucratif et d'institutions d'enseignement postsecondaire.

Aujourd'hui, j'aimerais parler de deux choses. La première est l'importance de financer la recherche qui nous aide à mieux comprendre et à combattre le racisme, la haine et la discrimination sous toutes ses formes. Je parlerai deuxièmement de la façon dont le fi-

nancement fédéral peut renforcer les partenariats significatifs avec les communautés.

Notre conversation se tient dans un contexte mondial troublant. Aux États-Unis, l'attaque contre les initiatives d'équité, de diversité et d'inclusion a causé le démantèlement de la liberté universitaire elle-même, ce qui a mené à des restrictions si radicales que des termes tels que changement climatique, femme, allergies aux arachides et eau potable se sont retrouvés dans les listes de termes bannis par les agences fédérales, selon des sources comme le *New York Times*, le *Washington Post* et *PEN America*, lesquelles ont également signalé que ces termes ont déjà causé l'annulation ou le refus de subventions de recherche.

Ce type de censure politique mine la démocratie, limite l'innovation et inhibe des recherches essentielles. Il s'agit d'un exemple à ne pas suivre pour le Canada, et d'un rappel que nos organismes fédéraux, tout autant que le Comité, doivent résister à ces tendances effrayantes.

Je vais parler de mon premier point, c'est-à-dire la raison pour laquelle le Canada doit continuer de financer la recherche visant à lutter contre le racisme et la discrimination. Tout porte à croire que la diversité dans les écosystèmes de la recherche mène à davantage d'innovation et à un meilleur impact des recherches. Par exemple, la recherche sur la santé maternelle des femmes noires, un domaine longtemps laissé pour compte par la communauté des chercheurs, a mis en lumière des iniquités systémiques, et a donc pu mener à l'élaboration de nouvelles initiatives visant à réduire la mortalité maternelle et infantile. Les recherches menées par les Autochtones ont révélé la manière dont les conséquences dévastatrices de la violence coloniale, y compris la perte de la langue et l'effacement culturel, ont une incidence sur la santé et la sécurité, et ces recherches encouragent les institutions à prendre des mesures et à prioriser la vérité. Ces exemples, quoiqu'incomplets, démontrent comment la recherche rigoureuse ne se contente pas simplement de décrire les problèmes. La recherche a sauvé des vies, changé des systèmes et construit des ponts vers la justice.

Ce travail n'est pas facile, et par moments, il exige du courage, même si ce ne devrait pas être le cas. Prenez l'agression au couteau récente d'un professeur et de ses étudiants en études sur le genre pendant un cours à l'Université de Waterloo. L'agresseur a admis avoir délibérément pris pour cible la classe et, dans son manifeste, a exprimé son soutien au tireur qui a diffusé en continu l'exécution de 51 personnes dans des mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Il a également fait référence au massacre de 69 jeunes en Norvège, un crime qui avait été commis au nom d'idéologies islamophobe et xénophobe.

Dans un tel climat, les professeurs d'études sur le genre et œuvrant dans les domaines connexes à l'échelle du Canada craignent de plus en plus pour leur sécurité. Nombre d'entre eux, moi y compris, avons été avisés d'éviter de publier les emplacements de nos bureaux et salles de classe à l'intention du public, et de mettre en application des plans et formations en matière de sécurité. Ce n'est pas un environnement sain, propice à la curiosité intellectuelle, au débat ouvert ou à l'échange libre des idées.

Dans le cadre de mon propre travail au centre de recherche sur l'islamophobie, je m'efforce d'élaborer des méthodologies qui habitent les communautés touchées. Par exemple, nous travaillons de concert avec les décideurs, les syndicalistes et les fournisseurs de services dans les communautés musulmanes pour étudier les obstacles systémiques à l'intégration économique des musulmans au Canada. Nous étudions également les conséquences de la violence islamophobe, telle que l'attaque contre la famille Afzaal à London, en Ontario, et la fusillade à la mosquée de Québec, sur la santé mentale et l'identité des jeunes musulmans. Ces projets se focalisent sur les connaissances communautaires, et les expériences vécues deviennent le fondement d'un changement étayé par des données probantes.

Cependant, ce type de recherche n'est pas facile à soutenir dans le cadre des structures actuelles de financement des trois conseils.

J'en arrive donc à mon deuxième point. Le financement fédéral doit être structuré de sorte que les partenariats entre les universités et les communautés soient plus accessibles, efficaces et durables.

Les partenariats communautaires sont grandement encouragés, mais les mécanismes de soutien sont souvent insuffisants. Ayant travaillé à la fois en tant que partenaire communautaire et actuellement en tant que chercheuse universitaire, j'ai vu les deux côtés de ce combat. Par exemple, avec mes partenaires communautaires, j'ai corédigé une demande de 53 pages au CRSH en vue d'obtenir une subvention Connexion de 23 000 \$ afin que nous puissions nous concentrer sur les expériences des femmes musulmanes qui tentent d'avoir accès à un refuge. Nous n'avons pas reçu la subvention, mais ce que j'ai retenu, c'était l'énorme travail non rémunéré que j'ai dû demander aux partenaires, qui étaient déjà surmenés, dans des refuges pour femmes sous-financés.

Même si le CRSH accorde aujourd'hui aux partenaires communautaires des allocations de recherche tenant lieu de salaire, il est essentiel pour lui de rationaliser le processus de demande et de moderniser son portail désuet afin de favoriser des partenariats significatifs.

• (1750)

Voici ce qui importe: le Canada devrait financer la bonne recherche. Il devrait favoriser les partenariats et faire tomber les barrières. Il devrait le faire sans préjugés ni ingérence politique. À une époque où la liberté universitaire est menacée à l'étranger, nous avons l'occasion et la responsabilité de la renforcer ici, au pays.

Merci.

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Thomas.

Monsieur Thomas, vous avez cinq minutes. S'il vous plaît, allez-y.

Robert Thomas (président, Society for Academic Freedom and Scholarship): Bonjour. Merci de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui.

Je m'appelle Robert Thomas, et je suis le président de la Society for Academic Freedom and Scholarship, ou SAFS, une société intellectuelle fondée en 1993 en Ontario ayant pour but de défendre la liberté universitaire ainsi que la méritocratie au sein du milieu universitaire canadien. Je suis également un bibliothécaire à l'Université de Regina, où j'œuvre principalement dans les domaines des lettres et des sciences humaines et sociales.

Aujourd'hui, je voudrais faire valoir des arguments en faveur de deux critères que nous croyons essentiels pour favoriser un milieu de recherche national fructueux et axé sur des principes. Le premier de ces arguments a trait à l'octroi de financement de recherche et aux décisions d'embauche fondés sur le mérite dans les chaires de recherche canadiennes ainsi que dans la recherche publique. Il est important de prendre ces décisions d'une manière qui soutienne et encourage les programmes de recherche les plus prometteurs et les plus méritoires. Le Canada a besoin, par exemple, des meilleures recherches portant sur le cancer, le commerce ainsi que sur la science politique. Ce dont le Canada n'a pas besoin, ce sont des recherches où l'excellence méritocratique est supplantée par d'autres objectifs politiques gouvernementaux, que ceux-ci aient des visées dignes d'éloges ou non. Plus particulièrement, je fais référence à l'octroi de financement et aux décisions d'embauche où des facteurs identitaires tels que le sexe, le genre et la race peuvent éclipser l'accent portant sur le travail du chercheur.

La SAFS fournit deux arguments concernant ce point. Les caractéristiques démographiques du corps professoral, et ce, peu importe la discipline, ne reflète généralement pas l'ensemble de la population et n'est pas toujours précisément connue, à l'exception du ratio homme:femme. Par exemple, les chercheurs en génie sont plus susceptibles d'être des hommes que les chercheurs en sciences infirmières. Exiger que ces deux disciplines aient le même ratio homme:femme n'est pas conforme à la réalité.

Un second argument que nous voudrions mettre de l'avant est d'ordre moral. Un chercheur devrait être valorisé pour sa contribution individuelle. Nous croyons que le fait d'être financé ou embauché en partie ou entièrement en fonction de facteurs identitaires relève de la déshumanisation. Je vais vous raconter une histoire à propos d'un de nos collègues, Augie, qui travaille en sociologie sur la côte Est. Il y a quelques années, il a écrit un article pour l'infolettre de la SAFS. Il y relate une conversation qu'il a eue avec un collègue anonyme, alors qu'Augie tentait de le convaincre de l'importance du mérite comme principe universitaire. Le collègue anonyme a parlé avec Augie et lui a dit que, lorsqu'on l'a embauché pour son poste, une des choses que l'on appréciait particulièrement chez lui est le fait qu'il est gai, et qu'il pourrait apporter davantage de diversité au département. Cela n'a pas impressionné Augie, car, tel qu'il l'a mentionné dans son article, il espérait que ses collègues appréciaient ses compétences en tant que sociologue, et non en tant qu'homme homosexuel.

Un autre argument que nous voudrions faire valoir a trait à la liberté universitaire et à la façon dont celle-ci est affectée par les politiques d'EDI dans le milieu de la recherche. L'argument que je souhaiterais présenter quant aux politiques d'équité, de diversité et d'inclusion est que, à notre avis, forcer les chercheurs à soutenir les principes d'EDI dans leur demande de financement est une forme d'attestation politique et idéologique qui devrait être condamnée dans une société libre et qui est un critère n'ayant rien à voir avec une demande de financement. Certains chercheurs vont sans doute se positionner en faveur de tels principes en toute bonne foi. D'autres devront simplement mentir ou au moins cacher leur réelle opinion afin d'obtenir le financement qui leur permettra de poursuivre le travail qui les passionne. Ceux qui se situent plutôt au milieu vont feindre un enthousiasme pour les principes d'EDI qui n'existe pas réellement.

Je crois que cela est néfaste, puisque cela empiète sur l'autonomie morale des chercheurs et crée l'illusion d'un accord et d'un assentiment général qui, en réalité, n'existe pas vraiment. L'universitaire turco-américain Timur Kuran a beaucoup écrit par rapport à la falsification des préférences, où les individus falsifient leurs croyances en raison de pressions sociales pour se conformer. Bien d'autres personnes au sein de ces groupes feront de même, falsifiant leurs croyances, puisqu'elles perçoivent l'adhésion de leurs collègues comme une preuve de l'acceptation généralisée de la perspective officielle.

Comme le démontre la recherche de Kuran, l'adhésion peut mener à de graves problèmes, à mesure que certains découvriront inévitablement que plusieurs personnes évoluant dans leur cercle ne sont pas de réels croyants, mais masquent plutôt leurs véritables opinions. Une adhésion à long terme à des opinions controversées nécessite que les gens aient l'autonomie morale nécessaire pour être en désaccord sans risquer la censure ou le suicide professionnel. L'imposition de politiques d'EDI de tous genres est, à notre avis, malsaine, puisqu'elle empiète sur l'autonomie morale, mais aussi parce qu'elle fait en sorte que les défenseurs de l'EDI se tirent dans le pied, étant donné que l'imposition de telles politiques étouffe le dialogue qui doit être mené pour assurer une acceptation à long terme de ces principes.

• (1755)

Pour ces motifs, nous sommes d'avis que la prise de décisions de financement et d'embauche fondées sur des facteurs identitaires ainsi que les obligations reliées aux politiques d'EDI ne devraient pas avoir leur place dans les critères d'octroi du financement de recherche au Canada.

Merci.

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Kaufmann.

Allez-y, je vous en prie. Vous disposez de cinq minutes pour vos observations préliminaires.

Eric Kaufmann (professeur, University of Buckingham, à titre personnel): Merci.

Je voudrais faire valoir deux arguments [*Difficultés techniques*]. Le premier est que nous sacrifions l'excellence au profit de l'équité au sein du milieu de recherche canadien. Le second est que les principes d'EDI sont politiques et ne sont pas moralement neutres.

Je souhaiterais souligner de nombreuses inquiétudes concernant certains aspects de l'octroi du financement de recherche au Canada qui tiennent à l'EDI. Le principal argument que je souhaiterais mettre de l'avant est que les politiques d'EDI, telles que pratiquées par les conseils de recherche, reflètent une vision du monde politique, gauchiste...

La présidente: Excusez-moi pour cette interruption. Il y a un problème d'interprétation.

Veuillez vous arrêter une minute.

Je vais suspendre la séance pendant une minute, car il y a quelques problèmes d'interprétation.

• (1755)

(Pause)

• (1805)

La présidente: Nous reprenons nos travaux.

Avant que je ne demande à M. Kaufmann de reprendre la parole, je souhaite tout simplement expliquer aux députés qu'il y a quelques difficultés techniques et que les interprètes ne seront pas en mesure de traduire les propos de M. Kaufmann. Par conséquent, la solution que je propose est la suivante: étant donné que M. Kaufmann nous a transmis par courriel ses observations préliminaires, il pourra les lire dans sa langue, et les interprètes pourront les lire en français. Quant aux questions des députés, je propose que les députés posent leurs questions à M. Kaufmann et qu'il réponde par écrit.

Oui, monsieur Noormohamed.

Taleeb Noormohamed (Vancouver Granville, Lib.): Madame la présidente, d'un point de vue temporel, pourriez-vous nous donner une estimation du moment où nous allons arrêter ou des plans...

La présidente: Laissez-moi commencer avec M. Kaufmann et je verrai quelles ressources sont à notre disposition. D'ailleurs, certains témoins doivent partir. Je vous tiendrai au courant.

Sans plus attendre, je vais demander à M. Kaufmann de reprendre la parole.

Vous disposez de cinq minutes.

Eric Kaufmann: Je souhaite souligner des inquiétudes concernant de multiples aspects de l'octroi du financement de recherche au Canada qui tiennent aux politiques d'équité, de diversité et d'inclusion, ou de EDI.

Le principal argument que je souhaite faire valoir est que les politiques d'EDI, telles que pratiquées par les conseils de recherche, reflètent une vision du monde gauchiste que je qualifierais de « socialisme culturel ».

Le socialisme culturel consiste en deux volets. Le premier est la diversité et l'équité. Au lieu d'égaliser les résultats par classe sociale, comme, disons, ce que prône le socialisme marxiste, les résultats devraient plutôt être égalisés selon la race et le sexe, par le biais d'une discrimination contre, par exemple, les hommes blancs.

Le second principe est l'inclusion. Les groupes minoritaires doivent être protégés contre des préjugés moraux, même si cela requiert la censure de la libre expression ainsi que la limitation de la poursuite de la vérité. Cet aspect des politiques d'EDI soutient ce que nous appelons la « culture de l'annulation ».

Les principes d'EDI sont politiques, et non neutres. Lorsque j'ai demandé à un échantillon représentatif de 1 500 Canadiens en septembre 2023 s'ils étaient d'accord pour que le drapeau de la fierté LGBTQ+ soit déployé devant des édifices gouvernementaux, ceux qui s'identifiaient comme étant de gauche étaient d'accord dans une proportion de 63 contre 24, tandis que ceux qui s'identifiaient comme étant de droite étaient en désaccord à 74 contre 15. Les centristes ont également désapprouvé, mais selon un plus modeste pointage de 42 contre 35. L'élément à retenir ici est que les questions d'EDI illustrent une grande division politique, de sorte que les principes d'EDI sont d'ordre politique.

Les politiques d'EDI sont l'éthos dominant des conseils de financement de recherche canadiens, ce qui ressort avec évidence lorsqu'on observe les déclarations concernant la diversité sur les formulaires de demande ainsi que la discrimination flagrante par rapport à la race ou au sexe dans les appels d'embauche ou de financement.

Je voudrais faire valoir trois arguments concernant les politiques d'EDI. Premièrement, la majorité des Canadiens ne les soutiennent pas. J'ai constaté que 59 % des Canadiens préféraient faire abstraction de la couleur de la peau pour combattre le racisme, soit en traitant les personnes comme des individus à proprement parler et en tentant de ne pas tenir compte de leur race, contre juste 29 % qui préfèrent une approche tenant compte de la couleur de la peau dans la lutte contre le racisme, où ils sont au courant de la race des autres, afin de mieux déceler les inégalités. Aux États-Unis, une majorité des gens, dont des répondants noirs et hispanophones, soutiennent la décision de la Cour suprême interdisant les préférences raciales dans les processus d'admission aux universités.

Deuxièmement, les politiques d'EDI ont des conséquences négatives sur l'excellence de la recherche. Richard Sander est bien connu pour avoir démontré que l'admission d'étudiants noirs ayant obtenu des résultats aux examens d'entrée plus bas dans les écoles de droit était liée à des notes plus basses de la part de ces étudiants. Des données plus récentes récoltées dans le cadre d'une étude datant de 2024 dans le journal *Nature* ont illustré que les femmes à l'université étaient citées bien moins souvent que leurs collègues masculins, même lorsque les paramètres du champ d'études et de l'ancienneté sont pris en considération. Les chercheurs noirs et hispanophones avaient beaucoup moins de citations que leurs collègues blancs et asiatiques, même si l'écart n'était pas aussi large que celui entre les hommes et les femmes. Cela peut refléter une forme d'inégalité sociétale, mais réduire artificiellement le bassin de talents au moment d'octroyer le financement ne rectifie pas ce problème. Cela ne fait que prioriser l'équité au détriment de l'excellence.

Troisièmement, les politiques d'EDI créent des conditions qui délégitimisent l'octroi de financement de recherche. La confiance en l'enseignement supérieur aux États-Unis est passée de presque 60 % en 2015 à seulement 36 % en 2024. Parmi les électeurs républicains, ce nombre est passé de 56 % en 2015 à 20 % en 2024.

Au Canada, la confiance demeure plus élevée, mais elle est tout de même à risque. Par exemple, j'ai conclu que seulement 49 % des conservateurs font confiance aux professeurs de lettres et de sciences humaines et sociales, comparativement à 69 % de ceux qui soutiennent les partis Libéral et Vert ainsi que le NPD. Le taux de soutien des conservateurs de 49 % demeure plus élevé que celui de 34 % des électeurs américains républicains, mais cela illustre tout de même qu'une fois qu'un secteur devient gauchisant, il perd la confiance des électeurs conservateurs. À l'heure où je vous parle, seulement un quart des électeurs conservateurs canadiens font confiance aux médias — chiffre qui s'apparente aux taux observés aux États-Unis —, et le soutien envers des institutions établies telles que Radio-Canada est en chute libre.

Pourquoi cela n'est-il pas reconnu? Environ 75 à 90 % des universitaires canadiens, selon les sondages, sont de gauche, et un quart de ceux-ci s'identifie comme étant « d'extrême gauche ». Tel que l'a écrit William Deresiewicz, ces derniers sont donc isolés de l'opinion publique. C'est la raison pour laquelle les politiques d'EDI influencent fortement l'octroi de financement et le processus d'embauche, malgré le fait que la majorité des électeurs sont en désaccord avec ces politiques.

Tel que le démontre la tendance américaine, ce n'est pas viable. La réaction du public face aux événements survenus sur les campus, en particulier depuis le 7 octobre, qui ont été influencés par le

socialisme culturel, précurseur du colonialisme, ne fera que rendre cela plus évident.

Je conseille fortement aux conseils de recherche canadiens d'abandonner leur intérêt actuel envers le socialisme culturel ou les politiques d'EDI s'ils souhaitent conserver le soutien de la population.

Merci.

● (1810)

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant amorcer notre série de questions.

Avant de poursuivre, je vous annonce que nous disposons de ressources jusqu'à 18 h 45, alors nous devons lever la séance à 18 h 45.

Je vais commencer par M. Baldinelli.

Monsieur Baldinelli, vous disposez de six minutes.

Tony Baldinelli (Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake, PCC): Merci, madame la présidente.

Merci aux témoins d'être avec nous cet après-midi.

Monsieur Saad, je vais commencer par vous.

Dans votre livre, *The Parasitic Mind: How Infectious Ideas Are Killing Common Sense*, vous avez écrit ceci, que je traduis librement:

Depuis quelques décennies, un ensemble d'idées pathogènes, provenant généralement du milieu universitaire, a assailli sans relâche la science, la raison, la logique, la liberté de pensée, la liberté d'expression, la liberté et la dignité individuelles. Si nous souhaitons que nos enfants et nos petits-enfants grandissent dans des sociétés libres comme nous avons eu la chance de le faire, alors nous devons demeurer fermes dans nos idéaux et être prêts à défendre nos principes.

Plus tôt, M. Snow a fait part de quelques-unes de ses inquiétudes. Il a mentionné un programme militant ayant été imbriqué dans nos demandes de financement, principalement dans le secteur des lettres et ainsi que celui des sciences sociales et humaines. Essentiellement, vous êtes en train de dire à ceux qui souhaitent obtenir du financement pour leur recherche d'adhérer à l'idéologie dominante afin d'obtenir le financement.

La science ne devrait-elle pas s'en tenir à la découverte plutôt que d'adhérer à une idéologie prônée par un quelconque bureau-crate gouvernemental ou universitaire? Pensez-vous que cela doit être changé, et dans l'affirmative, comment?

Gad Saad: Oui, bien entendu, je crois que nous devrions changer la situation.

La quête de vérité est un mécanisme déontologique, où on ne dirait pas « Je crois en la vérité, mais... », n'est-ce pas? Il n'y a aucun principe de conséquentialisme en cause lorsqu'il s'agit de la merveille de la découverte, de la merveille de la science, n'est-ce pas? Par exemple, au soccer, seulement huit pays ont gagné la Coupe du Monde, même si 200 pays sont en compétition. Devrions-nous affirmer vouloir obtenir des résultats plus équitables? Pour ce qui est des courses de marathon, l'Éthiopie et le Kenya ont remporté la plupart des marathons de Boston au cours des 35 dernières années. Les Juifs ont gagné près de 25 % des prix Nobel, même s'ils constituent 0,2 % de la population mondiale. Donc, certaines entreprises humaines s'articulent autour du principe de la méritocratie. La science fait partie de ces entreprises. Nous devrions laisser de côté les principes de diversité, d'inclusion et d'équité parce qu'ils nuisent à la science. Je viens d'un milieu très difficile. S'il y a bien quelqu'un dont le parcours s'apparente à celui d'une victime, c'est bien moi, et pourtant, je me présente devant vous et je suis fier de dire que j'ai surmonté mon enfance difficile. Je n'ai besoin de l'aide de personne pour être une personne digne. C'est ce qui est méritoire de ma part. Je souhaiterais seulement que le Canada adopte à nouveau cette position.

• (1815)

Tony Baldinelli: Merci beaucoup.

Monsieur Kaufmann, merci de vos commentaires.

Vous avez également comparu ici, devant le Comité, le 28 novembre 2024. Vous avez comparu en même temps que Christopher Dummitt. Certaines des préoccupations que vous avez tous deux soulevées concernaient le manque de diversité des points de vue. Durant votre témoignage, vous avez dit: « J'aimerais que les conseils prennent les devants et adoptent une approche fondée sur le mérite sans égard à la race. »

Pouvez-vous élaborer à ce sujet et nous dire ce que vous souhaiteriez et les recommandations que vous aimeriez faire?

Eric Kaufmann: Il y a ici deux questions à aborder. Tout d'abord, il y a la question de la méritocratie, qui part du principe de non-discrimination fondée sur la race et le sexe, dont nous avons beaucoup entendu parler. Il y a également la question de la diversité des points de vue. J'ai mentionné que, selon le sondage mené par Chris Dummitt et Zach Patterson, 75 % à 90 % des universitaires du Canada étaient de gauche; donc, peu de conservateurs viennent du milieu universitaire. Nous constatons les répercussions que cela a ou pourrait avoir sur la santé du secteur de l'enseignement supérieur aux États-Unis.

Si vous créez un environnement hostile à certaines croyances, comme le conservatisme, vous allez essentiellement décourager certaines personnes d'entreprendre un parcours universitaire, et vous allez donc priver... Les chercheurs en sciences sociales et humaines, en particulier, se trouvent à politiser des disciplines qui ont besoin d'une diversité de points de vue afin d'arriver aux bonnes conclusions. Ils n'auront pas accès à cette diversité de points de vue, et une panoplie de recherches feront fausse route.

Tony Baldinelli: Merci.

Monsieur Thomas, selon le site Web de la Society for Academic Freedom and Scholarship, « De nombreuses universités ont en place des politiques qui sont discriminatoires dans la mesure où elles privilégient des groupes d'étudiants ou des enseignants en fonction de la race, du sexe, etc. Ce traitement préférentiel est in-

juste, nuit à l'excellence universitaire et stigmatise les groupes mêmes qui sont privilégiés. »

Comment nos systèmes universitaires et les organismes des trois conseils cherchent-ils à régler la situation?

Robert Thomas: Je crois que nous devons mettre l'accent sur le mérite. Nous devons mettre l'accent sur l'excellence et cesser de privilégier des facteurs identitaires.

Dans les universités du Canada, on voit de plus en plus de publicités, dont vous avez peut-être entendu parler par d'autres témoins, qui annoncent un poste exigeant que vous apparteniez à une certaine race, que vous soyez Noir, que vous soyez Autochtone ou que vous soyez une femme, plutôt que de miser sur les compétences individuelles nécessaires pour le domaine scientifique. Il faut mettre l'accent sur l'excellence et ce qu'a produit une personne plutôt que sur quelque chose de totalement aléatoire, comme son origine ethnique ou le milieu dont elle est issue.

Les gens n'intègrent pas ce bagage en tant que tel à leur travail. Cela fait simplement partie de leur identité; ce n'est pas quelque chose dont ils doivent se préoccuper dans le cadre de leur travail. L'excellence devrait être l'avantage recherché.

La présidente: Merci.

Monsieur Noormohamed, vous avez la parole pour six minutes.

Taleeb Noormohamed: Merci, madame la présidente.

Monsieur Saad, j'ai vraiment aimé votre livre, *The Saad Truth about Happiness*. Parfois, j'ai l'impression que, dans cette profession, nous vivons à cette époque.

Une question m'est venue en tête, et j'aimerais vous entendre à ce sujet.

Pouvez-vous citer des études empiriques qui montrent que les initiatives en matière de diversité nuisent effectivement à la qualité ou à l'objectivité des recherches scientifiques?

Gad Saad: Je vous remercie de vos bons mots. C'est agréable de savoir que les gens qui siègent au Comité lisent mon travail, et je vous en remercie.

Je n'ai pas de références au pied levé, mais aucune raison valable ne prouve que la diversité, l'orientation sexuelle, la couleur de la peau ou le fait d'être une personne bispirituelle ou non binaire va nous aider à cartographier le génome humain ou à mieux comprendre la répartition des nombres premiers. La science nous libère du carcan de nos identités personnelles. Il s'agit d'un outil épistémologique qui démocratise notre capacité à faire des recherches scientifiques. Par définition, la science devrait être exempte de tout cela.

Si vous voulez des références, je peux certainement essayer de vous en trouver quelques-unes.

• (1820)

Taleeb Noormohamed: J'aimerais bien en obtenir quelques-unes, mais les données empiriques que j'ai consultées indiquent que les équipes diversifiées ont tendance à effectuer des recherches plus innovatrices et plus percutantes. C'est un élément de preuve. Cette preuve a du poids.

J'essaie de comprendre quel problème méthodologique pourrait se poser.

Gad Saad: Vous avez raison de dire que certains facteurs de diversité contribuent à la qualité des recherches. Par exemple, pour ce qui est de l'interdisciplinarité, lorsque divers experts se réunissent pour résoudre un problème, cela donne de meilleurs résultats. Certaines des plus grandes et des plus importantes percées scientifiques proviennent de l'intersection de disciplines. La diversité interdisciplinaire améliore la science.

Que mon équipe soit constituée ou non de personnes exclusivement homosexuelles ou hétérosexuelles ou qui s'identifient comme *Latinx* ne m'aide pas à résoudre le problème de la répartition des nombres premiers. Ça semble presque risible que, au XXI^e siècle, j'aie à prouver ce point.

La diversité intellectuelle améliore effectivement la science. Mais pas tous les autres critères de diversité.

Taleeb Noormohamed: Ce que vous dites, en gros, c'est que la méritocratie devrait avoir préséance sur tout le reste. En tant que personne qui a passé la majeure partie de sa vie à s'assurer de ne pas être catégorisé et de ne pas se faire offrir une promotion ou un poste par des gens en raison de sa religion, de son nom ou de la couleur de sa peau, etc., je crois fermement en la méritocratie.

Par contre, l'un des problèmes que nous observons au Canada et dans d'autres parties du monde, c'est qu'il est beaucoup plus difficile d'évaluer le mérite dans des systèmes où l'accès à l'éducation, au financement ou aux réseaux a historiquement été inéquitable.

Comment pouvons-nous surmonter cette embûche, de façon à obtenir exactement ce dont vous avez parlé, c'est-à-dire la plus grande diversité possible de points de vue qui permettent de faire des recherches de haute qualité?

Gad Saad: Merci. C'est une excellente question.

Il y a un conflit — dont vous êtes certainement au courant — entre l'égalité des résultats et l'égalité des chances.

Chaque fois que nous constatons qu'il y a un manque d'égalité des chances, nous devrions intervenir pour régler la situation. Il y a une centaine d'années, il n'y avait pas de femmes dans les écoles de médecine. Aujourd'hui, il y a plus de femmes que d'hommes. Il y a une centaine d'années, la plupart des universités étaient fréquentées par des hommes. À l'heure actuelle, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à faire des études de premier, de deuxième et de troisième cycles aux États-Unis, dans cinq catégories raciales.

Chaque fois que nous constatons qu'il y a de véritables obstacles systémiques à l'accès pour un groupe quelconque, nous devons alors éradiquer ces obstacles, mais pas en disant que seules les personnes queer non binaires peuvent être des professeurs spécialisés en intelligence artificielle à l'Université de Waterloo. Imaginez à quel point nous aurions l'air ridicules à l'échelle mondiale. L'intelligence artificielle est l'un des domaines les plus en vogue. Une des universités prestigieuses du Canada va-t-elle choisir des professeurs titulaires de chaire en fonction de leur identité *Latinx* ou queer?

Taleeb Noormohamed: Approfondissons la question. J'aimerais connaître votre avis, puis celui de M. Kaufmann, si le temps me le permet. Sommes-nous en train de dire que, si nous avons une diversité d'universitaires ou que nous embauchons des personnes selon ces critères, nous laissons de côté le principe du mérite? Si c'est le cas, la qualité des résultats des recherches a-t-elle diminué en raison d'une plus grande diversité de personnes dans le milieu universitaire?

Gad Saad: Si nous obtenons une plus grande diversité au sein des groupes de recherche selon un principe non axé sur la méritocratie, alors forcément la qualité des recherches s'en trouve diminuée. Je n'aurais aucun problème à ce que tous mes étudiants de niveau postdoctoral soient bispirituels s'ils sont les plus compétents. Si aucun d'entre eux n'est bispirituel, qu'il en soit ainsi.

Taleeb Noormohamed: Constatez-vous que la qualité des résultats et des recherches en milieu universitaire a diminué parce que des personnes en quête d'équité effectuent maintenant de la recherche, ou bien que les recherches sont de même qualité ou de meilleure qualité?

Gad Saad: Je n'ai pas de données empiriques, mais nous pouvons certainement en débattre du point de vue philosophique, n'est-ce pas? Comment se fait-il que l'Université de Waterloo souhaite embaucher des professeurs titulaires de chaire spécialisés en intelligence artificielle, des informaticiens, en raison de leur identité de genre?

Taleeb Noormohamed: Avez-vous des preuves ou des exemples de personnes moins compétentes qui ont été embauchées pour effectuer des recherches de haute qualité, parce que des critères de diversité ont été appliqués?

Gad Saad: Je n'ai pas d'exemples personnels à donner, parce que je ne me sers pas de ces critères.

En fait...

• (1825)

La présidente: Je suis désolée de vous interrompre, mais le temps prévu pour M. Noormohamed est écoulé.

Nous allons maintenant passer à M. Blanchette-Joncas, pour six minutes.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Merci, madame la présidente.

Je salue les témoins qui sont avec nous pour cette importante étude.

Professeur Saad, vous parlez souvent du parasitisme idéologique grandissant des universités. Quand ces critères se retrouvent dans les demandes de subventions au fédéral, est-ce que ça ne transformerait pas les organismes de financement en instruments politiques? De plus, est-ce que ça ne finirait pas par miner la confiance du public?

[Traduction]

Gad Saad: Merci de poser la question. Mon dispositif d'interprétation n'est pas allumé, mais je parle très bien français; je peux donc répondre à la question sans problème.

Bien sûr, cela a une incidence sur la confiance de la population à notre égard. J'ai siégé à des comités de recherches en sciences humaines pour le financement d'études supérieures, et chaque demande de subvention soumise dans des disciplines importantes des sciences sociales présentait une dimension queer et autochtone. Où est la logique?

J'enseigne la psychologie évolutionniste et la psychologie de la prise de décisions. Qu'entend-on par autochtoniser et décolonialiser l'étude de la psychologie de la prise de décisions? C'est tout à fait ridicule. La science me libère de mon orientation sexuelle. Elle me libère de la couleur de ma peau. C'est ce qui fait la beauté de la science. Bien entendu, la confiance de la population et des contributeurs est ébranlée lorsque nous laissons ces idées parasitaires infecter nos écosystèmes universitaires. C'est grotesque et tragique.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Vous avez travaillé des deux côtés de la frontière. On sait que plusieurs États américains ont commencé à réduire l'application des politiques d'équité, de diversité et d'inclusion ou à les abolir, certains même avant la réélection de Donald Trump. Est-ce qu'on voit déjà un effet positif sur la recherche là-bas?

Est-ce qu'en persistant dans sa voie, le Canada ne se tirerait pas dans le pied?

[Traduction]

Gad Saad: Vous avez raison de dire que les États-Unis ont commencé à reculer et à prendre des mesures correctives en matière de diversité, d'inclusion et d'équité. Certes, l'élection de Donald Trump a accéléré le processus. Je constate que le Canada n'a pris aucune mesure corrective. Au contraire, je constate une multiplication de ces idées parasitaires au Canada.

Une fois de plus, je ne peux pas vous citer d'études empiriques précises qui vont dans un sens ou dans l'autre, mais la science est tout à fait axée sur la méritocratie. Tout le monde se fout éperdument de vos marqueurs identitaires. Les gens les plus compétents devraient mener les meilleures études scientifiques, point à la ligne.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Aux États-Unis, on voit un recul des politiques EDI, alors qu'ici, au Canada, on fait le contraire. Est-ce que ça ne risquerait pas d'isoler notre recherche et de pousser nos jeunes chercheurs à partir là où la liberté universitaire et la méritocratie restent la norme?

Vous et M. Kaufmann êtes de bons exemples de cet exode de cerveaux.

[Traduction]

Gad Saad: Oui. En fait, j'ai pris congé de l'Université Concordia. Je travaille actuellement dans un centre de l'Université du Mississippi qui est ancré dans la liberté américaine pour cette raison précise.

J'ai cessé de faire des demandes de subventions de recherche et j'ai postulé pour un poste de professeur titulaire de chaire en 2018, parce que je n'étais pas disposé à jouer le jeu et à faire la promotion de l'inclusion de la diversité et de l'équité. Je ne peux pas être celui qui dénonce les idées parasitaires, puis, quand personne ne regarde, jouer le jeu. Je n'ai pas reçu de fonds de recherche depuis sept ans. J'ai maintenant quitté le pays pour les États-Unis précisément en raison de ces idées parasitaires. Si vous pouvez concevoir que M. Kaufmann et moi-même avons quitté le pays, vous pouvez concevoir que de nombreuses autres personnes qui devraient rester au Canada décideront d'aller ailleurs où elles peuvent poursuivre des recherches exemptes de marqueurs identitaires.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Professeur Saad, une étude publiée par la Aristotle Foundation for Public Policy cette année montre que 98 % des annonces d'emplois universitaires au Canada comportent des critères d'équité, de diversité et d'inclusion, parfois obligatoires. Si l'idéologie devient déjà une condition d'accès à l'emploi, en imposant les mêmes critères dans les subventions fédérales, ne déplace-t-on pas complètement la définition de ce qu'est l'excellence scientifique?

[Traduction]

Gad Saad: En fait, j'ai cité ceci dans ma déclaration préliminaire: 97,5 % des offres d'emploi universitaires ont le principe de DEI comme critère principal. Une fois de plus, c'est grotesque. Je sais pertinemment que, à un certain moment, j'ai présenté une demande de renouvellement de mon poste de professeur titulaire de chaire. J'ai été titulaire d'une chaire universitaire durant 10 ans à Concordia. Lorsqu'est venu le temps de présenter ma demande de renouvellement, quelqu'un m'a dit en toute confiance: « Désolé, nous n'avons pu te l'accorder même si tu l'aurais amplement mérité, parce qu'il fallait l'offrir à une femme. » Comment pensez-vous que cela me fait sentir? J'ai travaillé 32 ans comme professeur, et je perds ma chaire parce que je n'ovule pas. Croyez-vous que c'est juste?

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Dans la même étude, on apprend qu'à l'Université de la Colombie-Britannique, près d'une offre d'emploi sur cinq limite explicitement le poste à une race, à une ethnie ou à une identité de groupe. N'est-ce pas exactement l'inverse de la méritocratie? N'y a-t-il pas un risque de voir cette logique s'installer aussi dans le financement de la recherche par Ottawa?

[Traduction]

Gad Saad: Absolument. Et cela ne concerne pas seulement le processus d'octroi de subventions de recherche ou le processus de demande d'emploi. Même la décision relative à la titularisation a été entièrement parasitée par toutes ces absurdités. Une professeure à l'Université de la Colombie-Britannique n'a pas obtenu de poste permanent parce qu'elle n'avait pas beaucoup publié. Elle s'est ensuite adressée au tribunal des droits de la personne, faisant valoir qu'elle est Autochtone et issue d'une tradition orale, et que de l'obliger à produire des publications allait à l'encontre de sa culture. Pouvez-vous croire que c'est le genre de chose que le tribunal des droits de la personne doit écouter? C'est incroyable.

Je veux vivre dans une société sans sectarisme. Je viens du Liban, où j'ai été confronté à beaucoup de sectarisme. Je comprends ce qu'est le sectarisme, mais la solution n'est pas d'imposer un sectarisme inversé.

● (1830)

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Quand les critères d'équité, de diversité, et d'inclusion deviennent incontournables, autant pour l'emploi que pour les demandes de financement, ne crée-t-on pas un cercle fermé où ces mêmes critères se renforcent dans les comités au détriment de la valeur scientifique des projets?

[Traduction]

Gad Saad: C'est une prophétie qui s'exauce. Par exemple, les professeurs, comme M. Kaufmann l'a dit, n'embauchent habituellement personne ayant des opinions politiques contraires aux leurs. C'est pourquoi, dans certaines disciplines — et ces études ont été réalisées, et je peux vous fournir les références — dans les sciences sociales militantes, vous êtes plus susceptible de chances de tomber sur une licorne que sur un sociologue républicain ou conservateur. Vous avez plus de chances de tomber sur un cheval ailé que sur un psychologue républicain. Ce n'est pas une bonne chose. Il y a de très bonnes idées à gauche et de très bonnes idées à droite, et nos étudiants seraient gagnants s'ils pouvaient entendre toutes ces idées.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Beaucoup de chercheurs disent qu'ils rédigent leurs demandes de subvention...

[Traduction]

La présidente: Désolée, mais nous avons un peu dépassé le temps.

Nous allons maintenant passer à M. Ho.

Monsieur Ho, vous avez cinq minutes. Allez-y s'il vous plaît.

Vincent Ho: Merci, madame la présidente.

Ma question s'adresse à M. Saad. Nous sommes honorés de vous recevoir ici au Comité.

Vous avez mentionné que l'EDI est un affront à la dignité individuelle. Pourriez-vous préciser votre pensée et nous dire si vous convenez que l'EDI constitue une forme d'idéologie imposée d'en haut et parrainée par le gouvernement?

Gad Saad: Tout à fait. Existe-t-il plus grande manifestation que l'EDI d'une idéologie imposée d'en haut? Je me présente au monde en tant que Gad Saad. Je suis en partie Gad Saad parce que j'ai les yeux verts; je le suis également parce que je viens du Liban; et je le suis aussi parce que j'ai une certaine taille. J'ai quelques qualités et quelques défauts, alors je suis une personne et je vous demande de me juger comme tel.

Si j'adore la science, c'est que lorsque je fais de la recherche scientifique, j'essaie de découvrir ce qu'il y a d'intéressant dans le monde, et ce phénomène que j'étudie existe indépendamment de mon identité. C'est ce qui donne toute sa beauté à la science. Cela nous libère de nos chaînes.

C'est ce que je veux dire en affirmant qu'il s'agit d'un affront à la dignité individuelle. Tous les membres du Comité sont des personnes méritoires, parce que ce sont des personnes. Je suis d'abord et avant tout Gad Saad, puis je suis membre d'un groupe. Il n'y a rien de pire que de créer du tribalisme collectif dans la poursuite de la science.

Vincent Ho: Merci.

Nous avons vu l'EDI remplacer essentiellement la méritocratie. Cette idéologie libérale imposée d'en haut dans la recherche fédérale est, soit dit en passant, financée par les contribuables, alors il s'agit essentiellement d'une idéologie parrainée par le gouvernement qui est implantée dans nos établissements publics.

Pensez-vous que cela a pour effet de censurer les libertés universitaires et de créer une discrimination inverse à l'endroit de groupes considérés comme n'adhérant pas à l'EDI?

Gad Saad: Cela a un effet énorme sur la censure.

La censure la plus dangereuse est l'autocensure. Je reçois des milliers de courriels de gens qui disent toujours exactement la même chose: « Cher M. Saad », suivi d'une tonne de compliments, puis à la fin: « Si vous décidez de lire ce courriel à votre émission, je vous prie de ne pas mentionner mon nom. »

L'auteur du courriel est titulaire d'un postdoctorat, étudiant au doctorat ou enseignant, et tous sont heureux que j'aie le courage de dire ce que je dis. Ils aimeraient beaucoup le faire, mais ils savent que cela leur fera perdre leur poste au laboratoire, leur position dans le financement et ainsi de suite.

Nous ne sommes pas le Yémen, la Corée du Nord ni la Chine communiste. C'est quelque chose qui se passe au Canada et aux États-Unis. C'est grotesque.

Vincent Ho: Revenons à l'essentiel. À la base, l'EDI était censée créer un environnement équitable et inclusif visant à réagir à la marginalisation historique, mais on dirait que cela a l'effet contraire. C'est inéquitable et restrictif. En plus, cela marginalise les personnes qui ont des points de vue différents, ce qui, encore une fois, va à l'encontre du but de la recherche universitaire, soit la poursuite des connaissances et la création des connaissances.

Diriez-vous que cela nuit à la confiance des Canadiens envers les institutions publiques? Nous avons constaté que la méfiance des Canadiens envers les institutions publiques est pire que jamais, et ce n'est pas une coïncidence après dix ans d'idéologie libérale imposée d'en haut dans les institutions publiques.

Pensez-vous que cela nuit à notre réputation à l'échelle mondiale?

• (1835)

Gad Saad: Assurément, n'est-ce pas?

L'une des raisons pour lesquelles je suis reconnaissant d'avoir créé une plateforme aussi importante, c'est que le message que je transmets à un large public trouve écho auprès des gens. Lorsque j'existe dans l'atmosphère raréfiée de la tour d'ivoire, je suis considéré comme un paria, parce que je ne dis pas les choses que je suis censé dire, mais devant le grand public — le camionneur, l'agent correctionnel, le policier — ils m'écrivent tous et me disent: « J'aimerais tellement que mon fils ou ma fille vous ait comme professeur. »

Être professeur est un privilège. C'est un rôle où vous pouvez être libre-penseur. Mais en réalité, il s'agit d'un monde orwellien et kafkaïen, où chacun a peur de prononcer une syllabe déplacée, de peur d'être congédié ou que quelqu'un découvre qu'il n'aime pas Justin Trudeau ou qu'il adore Donald Trump.

Ce n'est pas ce que nous souhaitons pour nos universitaires. Nous voulons qu'ils soient des libres-penseurs.

Vincent Ho: Oui, et le gouvernement libéral semble en remettre. En fait, il aggrave la situation.

À votre avis, qu'est-ce que l'EDI a permis d'accomplir? A-t-elle détruit davantage qu'elle n'a réellement construit?

Gad Saad: Assurément, à 1 000 pour cent. Je pourrais vous montrer des tonnes de courriels de gens qui m'ont écrit pour me dire: « Je songeais à entrer dans le monde universitaire, mais je sais que je... »

La présidente: Je suis désolée, votre temps est écoulé.

Nous allons maintenant passer à Mme Jaczek pour cinq minutes.

Allez-y s'il vous plaît.

L'hon. Helena Jaczek: Merci beaucoup, madame la présidente.

Madame Hasan, j'aimerais vous inviter à la conversation. Vous avez entendu, évidemment, les autres intervenants au cours de cette heure, et peut-être que vous avez entendu certains des témoignages précédents au début de la séance aujourd'hui.

Je dirais qu'il y a eu un certain consensus selon lequel, dans la conception de l'étude, la diversité — entendez l'EDI — est utile au contenu de la recherche, et aussi, dans une certaine mesure, que la diversité des équipes apporte de la valeur à la formation et aux nouveaux chercheurs, et ainsi de suite.

La conversation aujourd'hui semble principalement liée aux chaires de recherche du Canada et aux diverses cibles en matière d'équité, entre autres. Que pensez-vous de la situation actuelle des chaires de recherche du Canada?

Nadia Hasan: Pour commencer, je tiens à rappeler à tous que la raison pour laquelle ces programmes ont vu le jour — malgré leurs imperfections — c'est qu'ils essaient de régler un problème, et celui-ci est très bien documenté. Je peux citer une liste d'études, que je serais heureuse de vous faire parvenir. Il y a des études sur les préjugés sexistes dans l'octroi de financement à la recherche. Il y a des études sur les préjugés envers les personnes racisées dans les études de recherche et sur les expériences des professeurs et des chercheurs postdoctoraux issus de communautés marginalisées. Les études documentent l'existence passée, présente et future d'un problème de partialité et de préjugés dans certains de nos programmes de financement au Canada, et ces programmes visent à régler le problème.

Je suis absolument opposée à toute chose qui me réduit à un simple symbole ou qui chercherait à le faire — par exemple, en tant que femme musulmane d'Asie du Sud, mais je suis également opposée à toute chose performative et non fonctionnelle. La réalité — comme la recherche et les données probantes le montrent très clairement — est que la diversité de la recherche a plus d'impact dans les études de recherche: elle entraîne de meilleures innovations. Elle élargit notre épistémologie, notre manière de penser, de régler les problèmes et d'inclure de plus en plus de gens. Nous essayons ici de régler un problème d'exclusion, qui est assez grave et très bien documenté.

Je ne pense pas que le fait d'avoir des chaires de recherche canadiennes dédiées à certains domaines de recherche soit si inhabituel. Nos subventions se sont concentrées sur des domaines comme la recherche sur le cancer, l'intelligence artificielle, la survie au cancer et la consommation de cannabis. Il y a tant de domaines où la communauté de la recherche décide, dans le cadre de divers processus, de certains des problèmes pressants de notre époque et de la façon de mettre à profit la recherche pour essayer de les régler. Je ne vois rien de mal à ce que des chaires de recherche canadiennes se concentrent sur des questions particulières. Je pense qu'il est utile de commencer à bâtir des communautés de recherche sur des sujets particuliers qui nécessitent notre attention immédiate.

• (1840)

L'hon. Helena Jaczek: Avez-vous connaissance d'une quelconque étude examinée par les pairs qui montre que les initiatives en matière de diversité nuisent en fait à la qualité de la recherche?

Nadia Hasan: Je ne suis au courant d'aucune étude examinée par les pairs qui le démontre. En fait, je connais plus d'études qui ont démontré le contraire. Je sais que vous avez entendu Mme Malinda Smith, qui a témoigné devant le Comité il y a quelques jours. Elle a réalisé des travaux incroyables sur ce sujet, pour découvrir comment nous comprenons le rôle de la diversité dans la recherche.

L'hon. Helena Jaczek: Merci beaucoup.

Vous pourriez peut-être détailler un peu plus certains des avantages de l'établissement de cibles. Nos analystes nous ont fourni une partie des renseignements concernant les chaires de recherche canadiennes. Au fil du temps, ils semblent montrer que divers groupes jusqu'alors sous-représentés voient en réalité leur nombre augmenter. Pourriez-vous nous parler un peu de certains de ces groupes?

La présidente: Je suis désolée de vous interrompre. Le temps est écoulé.

Je vous demanderais, madame Hasan, de bien vouloir répondre à la question en soumettant votre réponse, que nous distribuerons ensuite à tous les membres.

Nous allons mettre fin à ce groupe de travail avec M. Blanchette-Joncas, pour deux minutes et demie.

Allez-y s'il vous plaît.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Merci, madame la présidente.

Professeur Saad, quand Ottawa parle maintenant d'excellence inclusive, n'y a-t-il pas là une contradiction sur le plan terminologique? Ne vide-t-on pas le concept d'excellence de son sens scientifique en le redéfinissant sur des bases idéologiques?

[Traduction]

Gad Saad: Vous avez tout à fait raison: les termes « excellence » et « inclusion » ne vont pas dans la même phrase.

Encore une fois, certaines personnes du groupe ont dit qu'il existe des preuves sans équivoque soutenant l'idée que des équipes de recherche diversifiées donnent de meilleurs résultats. Tout dépend de la façon dont vous mesurez la diversité.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, si vous mesurez la diversité en fonction de, par exemple, l'interdisciplinarité, alors cette forme de diversité améliore les résultats scientifiques, parce que vous réunissez des gens dotés d'expertises différentes pour régler un problème commun. Cependant, je mets tous les membres du Comité au défi de me dire comment le fait que je sois ou non queer m'aidera à améliorer l'informatique quantique. Je suis ouvert à entendre cette explication, mais à moins que vous me démontriez comment mon orientation sexuelle influence ma compréhension de la distribution des nombres premiers, je ne pense pas que ces mesures influent sur l'excellence dans la recherche, et elles devraient être jugées nulles et non avenues.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Professeur Saad, est-ce que l'imposition de critères idéologiques dans l'embauche et dans le financement ne risquerait pas de miner la crédibilité internationale du Canada en donnant l'image d'un système scientifique politisé plutôt que méritocratique?

[Traduction]

Gad Saad: Absolument. J'ai reçu beaucoup de courriels de personnes me demandant si elles devraient venir au Canada. Elles ont lu mes travaux et m'ont demandé si la situation était aussi mauvaise que ce qu'on dit.

Je réponds qu'il y a des choses magnifiques au Canada. Le Canada compte d'incroyables chercheurs, mais oui, notre pays est extrêmement woke. Nous souffrons d'une forme d'empathie excessive et suicidaire. Si vous êtes blanc, hétérosexuel ou chrétien, bonne chance, parce que vous allez partir avec un sérieux désavantage.

Je ne devrais jamais avoir à dire ces mots. Tout le monde devrait pouvoir participer à la poursuite démocratique de la science.

[Français]

Maxime Blanchette-Joncas: Merci.

[Traduction]

La présidente: Merci.

Sur ce, je tiens à remercier nos quatre témoins. Je m'excuse pour les problèmes techniques, mais vous remercie de vous être joints à nous. Je sais qu'il est près de minuit pour M. Kaufmann.

Avant de terminer, j'aimerais informer tous les membres qu'il n'y aura pas de rencontre lundi prochain, car le Parlement ne siège pas.

La prochaine réunion du Comité se tiendra le 1^{er} octobre, et nous recevrons pour une heure le Conseil de recherches en sciences humaines, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada et les Instituts de recherche en santé du Canada, conformément à la motion adoptée le mercredi 17 septembre. Pour la deuxième heure, nous tiendrons des travaux du Comité.

Merci aux témoins. Ai-je le consensus pour lever la séance?

Des députés: D'accord.

La présidente: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>